

Sortir du nucléaire

Actualités du nucléaire et de ses **alternatives**



Sommaire

| | |
|--------------------------------------------------------|-------|
| Ça bouge dans le Réseau ! | P. 3 |
| 25 ans de Tchernobyl, un mois d'actions | P. 5 |
| Des déchets italiens vers La Hague | P. 10 |
| Changeons de mythe, sortons du nucléaire | P. 11 |
| Fukushima : le cauchemar au ralenti | P. 12 |
| L'exode d'un paysan japonais | P. 14 |
| Les Japonais se mobilisent | P. 15 |
| Poème d'une écolière de Fukushima | P. 16 |
| Une déconstruction du discours pro-nucléaire | P. 17 |
| Les irradiés de Fukushima traités comme des parias | P. 18 |
| La roulette nucléaire | P. 19 |
| L'industrie nucléaire après Fukushima | P. 20 |
| Vite, des infos ! | P. 22 |
| Sortir du nucléaire, c'est possible ! | P. 26 |
| Le pari de l'éolien collectif | P. 29 |
| Solar Fire : un projet hors norme ! | P. 31 |
| Quand une commune maîtrise son réseau électrique | P. 34 |
| Le refuge de Sarenne, un laboratoire des énergies | P. 35 |
| À lire... | P. 37 |
| Tribune libre | P. 39 |
| Gen d'Hiroshima : un chef d'œuvre poignant | P. 41 |
| Projet du PS pour 2012 : quid de l'arme nucléaire ? | P. 43 |
| Paratonnerres radioactifs : la chasse est ouverte ! | P. 44 |
| Hold-up d'EDF sur le photovoltaïque | P. 46 |
| Comment faire taire les militants écologistes ? | P. 47 |
| Le trombinoscope du Réseau | P. 49 |
| Bruno Boussagol, un metteur en scène engagé | P. 51 |
| Cet été, affichez vos convictions ! | P. 52 |

Photo de couverture : © Martin Leers
Cattenom, le 25 avril 2011

Éditorial

"Tirer les leçons de Fukushima", c'est sortir du nucléaire !

Fukushima. Le 11 mars 2011 restera comme la date de naissance de la catastrophe qui réactualise le risque nucléaire dans les consciences. Un horrible remake de Tchernobyl : contamination massive des sols, des cultures, des forêts, des eaux et des êtres vivants. Et l'impuissance des hommes à enrayer le processus qu'ils ont enclenché...

Les informations ne filtrent qu'au compte-gouttes, et les Japonais sont confrontés à l'opacité la plus caractérisée. Fukushima ne fait que commencer et déjà les médias n'en parlent presque plus. Mais l'atome a la vie longue et continuera son travail de sape du vivant pendant très, très longtemps.

Reste que Fukushima rebat les cartes. L'Allemagne a arrêté provisoirement huit réacteurs, puis a décidé de sortir du nucléaire en 2022. La Suisse a décidé de sortir du nucléaire en 2034. [Dernière minute : le 13 juin, 90 % des Italiens ont refusé par référendum la relance du nucléaire !] Quant au Japon, se dessine une réorientation de sa politique vers les renouvelables et les économies d'énergie. Nombre d'acteurs ont compris que "le nucléaire est mort", selon le mot de l'économiste américain Jeremy Rifkin.

Mais en France, les cocoricos demeurent de rigueur : "On est les meilleurs, avec

l'EPR ça ne serait pas arrivé, nucléaire en avant toute !" Parlons-en, de l'EPR... pas encore construit, il fait déjà des victimes : les Indiens manifestant contre l'implantation de réacteurs EPR à Jaitapur, en zone sismique, ont déploré en avril un mort et des dizaines de blessés. On nous parle de "retours d'expérience", de "tirer les leçons" de Fukushima pour "améliorer" la sûreté des réacteurs. Et on nous promet des "stress tests" pour faire avaler la couleuvre.

Avec Fukushima, le mirage de la "renaissance" du nucléaire se fracasse contre le mur de la réalité. Aujourd'hui, le nucléaire, ça ne se discute plus : il faut en sortir. Les solutions existent, ici et maintenant : la sobriété, l'efficacité énergétique, les renouvelables !

La révolution énergétique est incontournable. Elle est aussi une formidable opportunité, et la France ne doit pas rester sur le bord du chemin. Les responsables politiques, d'aujourd'hui ou de 2012, doivent désormais renoncer au dogme de l'atome. Faudra-t-il encore une catastrophe pour qu'ils ouvrent enfin les yeux ?

Nadine Schneider

Administratrice
du Réseau "Sortir du nucléaire"

© Harry Kent, Tasmanian painter - <http://www.satchonline.com/vertha>



Ça bouge dans le Réseau !

Quelques moments forts sur le terrain

Impossible de parler de tout, mais voici en bref quelques temps forts de cet hiver 2010-2011 riche en événements. Pour alimenter cette rubrique, merci d'écrire par mail à Laura Hameaux, coordinatrice des groupes et actions.
Courriel : laura.hameaux@sortirdunucleaire.fr - Téléphone 03 20 17 94 91

Les citoyens se mobilisent suite à la catastrophe de Fukushima

Le 11 mars dernier le monde assistait, quasiment en direct, à l'un des plus graves accidents nucléaires de l'histoire. Les antinucléaires du monde entier voyaient défiler devant leurs yeux les images qu'ils avaient tant de fois redoutées.



© Martin Leers

Très rapidement, un vaste mouvement de mobilisation contre le nucléaire et de solidarité avec le Japon voyait le jour. À Paris d'abord, où, à l'initiative d'une militante, un rassemblement spontané a regroupé en quelques heures plusieurs centaines de personnes dont de nombreuses personnalités politiques. Dans toute la France ensuite, où en quelques jours plus de 130 rassemblements ont été organisés, parfois même par des personnes qui n'avaient jamais milité contre l'atome. Le Réseau "Sortir du nucléaire" a mis en place un relais et une diffusion systématique de tous ces rassemblements.

Nucléaire, nous voulons avoir le choix

Quelques jours après la catastrophe, le Réseau "Sortir du nucléaire" lançait également un appel commun "Nucléaire, nous voulons avoir le choix", appel signé par une soixantaine d'organisations nationales qui étaient présentes dans nombre de manifestations, dont celle du dimanche 20 mars devant le Palais Bourbon à Paris.

Lors de ce rassemblement parisien, une immense banderole devait être déployée sur une façade d'immeuble jouxtant la manifestation. Mais les forces de l'ordre sont intervenues juste avant, en

lacérant la banderole et en menaçant un des quatre militants de couper la corde qui le sécurisait à 30 mètres du sol, empêchant ainsi le Réseau "Sortir du nucléaire" d'afficher devant les caméras ce message : LE NUCLÉAIRE TUE L'AVENIR. Après avoir été emmenés au commissariat du XIII^e arrondissement pour un contrôle d'identité, nos militants ont vite été relâchés, les autorités voulant absolument éviter d'offrir une tribune médiatique aux antinucléaires, surtout que des dizaines de personnes se pressaient déjà pour venir les soutenir et les faire libérer.

Le collectif IndependentWHO reçu pour la première fois à l'OMS

Fait exceptionnel, le 4 mai dernier, après 4 années de vigie citoyenne devant le siège de l'Organisation mondiale de la Santé à Genève, une délégation du collectif IndependentWHO était reçue pour la première fois dans les locaux devant lesquels ils ont si longtemps manifesté, silencieusement, leur indignation. L'OMS était représentée par sa directrice, Mme Chan, ainsi que le sous-directeur de l'institution, deux cadres supérieurs et Mme Neire, directrice du secteur Santé et Environnement, accompagnés d'une secrétaire et de deux interprètes. La rencontre, prévue pour une durée de 45 minutes, s'est finalement prolongée plus de deux heures.

Paul Roulaud (IndependentWHO) à Mme Chan : "Madame, s'il vous plaît, rendez-moi ma main, j'en ai besoin, vu l'énorme travail qui nous reste à faire."



© OMS

Pour l'OMS, Mme Chan a pratiquement été la seule à prendre la parole. En guise d'introduction, elle a affirmé que l'OMS était libre de toute contrainte (malgré l'accord qui la lie à l'AIEA depuis 1959, que dénonce IndependentWHO). Puis elle s'est déclarée admirative de l'action du collectif et a affirmé la voir comme une expression de la société civile que l'OMS doit aujourd'hui écouter. Il était temps qu'elle s'en aperçoive...

Le collectif a, pendant les deux heures d'entretien, largement pu exposer ses revendications. L'OMS s'est déclarée d'accord sur le fond de ces demandes, hormis la révision de l'accord qui selon elle n'est pas contraignant. Avant de quitter la salle à la fin de la rencontre, les militants présents ont annoncé que la vigie se poursuivrait tant que certaines décisions ne seraient pas prises pour améliorer les conditions de vie des populations qui vivent dans les zones hautement contaminées, comme l'apport de nourriture propre.

De nouveaux groupes dans le Réseau

La catastrophe de Fukushima a incité à la création de nombreux groupes antinucléaires un peu partout en France : dans les Côtes d'Armor, le Nord de la France, le Jura, le Doubs, le Tarn, le Limousin, les Hautes-Alpes, en Ardèche, sur la Côte d'Azur... D'autres groupes qui existaient déjà se sont largement renforcés, à l'instar de Sortir du nucléaire Paris qui, en quelques semaines, a accueilli des dizaines de nouveaux membres.

Jeûnons 366 jours, fermions Fessenheim pour toujours !

A l'heure où nous écrivons ces lignes, les "jeûneurs et jeûneuses de Fessenheim" entamaient la 5^{ème} semaine de jeûne-relais collectif à Colmar pour la fermeture de Fessenheim et la sortie du nucléaire en dix ans.

Lancée suite à la catastrophe de Fukushima, cette initiative a déjà rassemblé près de 100 personnes qui ont jeûné de 1 à 20 jours chacune. Elles ont reçu la visite de journalistes de l'émission Envoyé spécial (diffusée en juin sur France 2), ainsi que celle d'Eva Joly, de Corinne Lepage et de Michèle Rivasi. Après les différentes résolutions favorables à la fermeture de Fessenheim (celles du Land allemand de Bade-Wurtemberg, des deux cantons suisses de Bâle-Ville et Bâle-Campagne, de la région Franche-Comté et de la ville de Strasbourg), les militants entendent bien faire céder la région Alsace. Ils appellent donc toute personne motivée à les rejoindre pour venir grossir les rangs des jeûneurs, et s'engagent à prendre en charge votre déplacement et à vous fournir un hébergement à proximité du stand situé devant la préfecture.

Il est également possible de jeûner de chez soi en le signalant aux jeûneurs de Fessenheim. C'est ce qu'a par exemple décidé de faire un groupe de



Girondins, pour qui le jeûne paraît un moyen d'action approprié pour interpeller le monde politique et la société civile, dans le respect des principes de la non violence, au vu du contexte de l'industrie nucléaire en France aujourd'hui. Dans leur communiqué du 18 avril, ils affirment leur soutien aux jeûneurs de Fessenheim et demandent la fermeture de cette vieille centrale, implantée en zone sismique et inondable. Ils font également de leur jeûne un acte de solidarité avec les populations japonaises qui endurent le cauchemar nucléaire en ce printemps 2011, avec les innombrables victimes de Tchernobyl, ainsi qu'avec ceux qui luttent contre l'implantation de nouvelles centrales nucléaires partout dans le monde.

Pour contacter les jeûneurs de Fessenheim ou leur signaler votre soutien : Pierre Rosenzweig, 06 44 22 81 52 ou stopfessenheim@yahoo.fr
Pour contacter les jeûneurs de Bordeaux : Mimosas, 06 62 63 94 60 - Jean-Pierre, 06 30 11 64 09

Les antinucléaires au contre-G8 du Havre

Cette année, le Réseau "Sortir du nucléaire" a décidé de rejoindre le collectif "Altermob" anti-G8 et de participer à la mobilisation face aux G8 et G20 organisés en France. Nos militants ont donc participé au contre-sommet le week-end des 21 et 22 mai et étaient présents dans le cortège antinucléaire aux côtés de Greenpeace, du Réseau Action Climat et des Amis de la Terre le samedi après-midi. Globalement la mobilisation fut un succès, puisque 7000 personnes ont participé à la manifestation festive, pacifique et colorée du samedi après-midi.

Le lendemain, neuf forums intitulés "Place aux alternatives" étaient organisés. Le Réseau "Sortir du nucléaire" a participé à celui sur l'énergie et est intervenu lors du débat "Le nucléaire et les choix énergétiques, parlons-en ensemble !".

Pendant ces deux jours riches en rencontres et en discussions, aucun incident n'a été à déplorer, venant contrecarrer les "prévisions" des autorités. Celles-ci entretenaient une véritable psychose depuis quelques semaines, prétendant que le contre-G8 verrait débarquer casseurs et activistes violents... Sans doute un moyen de justifier les 20 millions d'euros dépensés pour le dispositif de sécurité et les 12 000 policiers, gendarmes et militaires dépêchés sur place.

Colonne de droite :
Manifestation du contre-G8 au Havre



Avril 2011 : 25 ans de Tchernobyl

Retour sur un mois riche en actions

En ce printemps 2011, alors que la catastrophe de Tchernobyl dure depuis 25 ans, un nouveau désastre nucléaire majeur s'est déclenché au Japon.

En février dernier, le Réseau "Sortir du nucléaire" lançait un appel à 25 jours d'actions à l'occasion des 25 ans de Tchernobyl. Le 11 mars, la catastrophe de Fukushima venait dramatiquement donner – s'il en était besoin – encore plus de sens à ces 25 jours d'actions.

Pendant tout le mois d'avril, les antinucléaires ont donné de la voix pour affirmer haut et fort "Tchernobyl, Fukushima, plus jamais ça". Informer, mobiliser, dénoncer et montrer que les solutions pour sortir du nucléaire existent, tels étaient les objectifs de ces 25 jours d'actions.

Au total, ce sont 532 initiatives qui ont été organisées dans 27 pays, dont 366 actions rien qu'en France. Actions de rues, de sensibilisation et d'information, actions de désobéissance civile, conférences-débats, projections, manifestations et rassemblements ont ponctué ce mois de mobilisation.

Pendant le week-end de Pâques, ce sont 100 manifestations qui ont eu lieu, rassemblant plus de 20 000 personnes.

Voici un aperçu de ce mois de mobilisation à travers quelques exemples d'actions. Pour consulter les très nombreux comptes rendus d'actions, rendez-vous sur notre site www.chernobyl-day.org

Des actions de rue, de sensibilisation et d'information

À l'occasion des 25 ans de Tchernobyl, le Réseau "Sortir du nucléaire" avait lancé une action phare, l'opération "Tcherno-ville". Opération à laquelle s'est ajoutée toute une diversité d'actions de sensibilisation, d'interpellation et d'information.

de France, en apposant l'écriteau TCHERNO-VILLE en dessous du panneau d'entrée ou de sortie de la ville, afin d'illustrer le danger permanent auquel nous expose le nucléaire. En voici quelques exemples.

À Épinal, l'opération Tcherno-ville a eu lieu le samedi 23 avril et a été répétée à plusieurs reprises au cours de la journée le long de plusieurs routes départementales. L'association "Vosges Alternative au Nucléaire", à l'initiative de cette action, a couplé cette opération avec des distributions de tracts, une vente d'œufs peints à la main au profit de l'association "Les Enfants de Tchernobyl" sur le marché spinalien, ainsi qu'un pique-nique et une manifestation. L'opération a été annoncée dans la presse et a été reprise par plusieurs journaux locaux.

À Gravelines, les antinucléaires nordistes ont organisé une opération Tcherno-ville un peu particulière. Ils ont apposé des écriteaux sur chaque panneau des communes situées dans un rayon de 30 km autour de la centrale de Gravelines. Une "zone interdite" symbolique, descendant jusqu'en Flandre intérieure et faisant une large incursion dans l'Audomarois et le Calais. Initiée par des militants de la région d'Hazebrouck, rejoints par des Dunkerquois et des Calaisiens, cette opération avait pour but de marquer les esprits. Comme l'expliquait Antoine Bonduelle, membre d'Europe Écologie - Les Verts en Flandre, membre du GIEC et ingénieur spécialisé dans l'écologie et l'environnement, dans le journal local La Voix du Nord, "Beaucoup de gens ne se rendent pas compte qu'ils vivent si près d'une des plus grandes centrales nucléaires d'Europe". Cette action était aussi une



Quand les antinucléaires rebaptisent leur commune en "Tcherno-ville"

L'opération phare que nous proposons a rencontré un franc succès chez les sympathisants du Réseau. Elle prenait la forme d'une flash-mob ou mobilisation-éclair et était destinée à rebaptiser les communes

manière d'être solidaires des Japonais après l'accident nucléaire de Fukushima.

La mairie d'Aubenas, en Ardèche, s'est associée aux antinucléaires pour interpeller et informer la population. Les militants ont investi un rond-point et y ont installé un visuel en hommage aux victimes du nucléaire passées, présentes et futures.



DR

De Brioude à Clermont-Ferrand à la rencontre des habitants

Le 26 avril, en Auvergne, deux membres du Groupe brivadois Sortir du nucléaire, accompagnés d'une antinucléaire en herbe, ont donné de leur personne en reliant Brioude à Clermont-Ferrand — soit 70 km — à pied ou à vélo, afin d'interpeller les populations et passants sur leur trajet. À Clermont, un comité d'accueil les attendait pour essuyer les gouttes de sueur et les ravitailler.

**Brioude - Clermont-Ferrand :
70 km pour sortir du nucléaire,
ce n'est pas si long !**



DR

Hommage aux liquidateurs et enfants de Tchernobyl au Trocadéro

Les 23 et 24 avril, le Collectif pour l'indépendance de l'OMS et pour la vérité sur les conséquences de Tchernobyl (IndependentWHO) a organisé, en hommage aux liquidateurs de Tchernobyl et de Fukushima, une exposition de 300 portraits de liquidateurs décédés, sur le Parvis des Droits de l'Homme au Trocadéro, lieu parisien symbolique qui voit passer des milliers de parisiens et touristes chaque jour. Deux jours plus tard, à Genève, le collectif organisait une grande vigie devant l'OMS.



DR

Des actions de désobéissance civile

L'information est un mode d'action, la désobéissance civile et la contestation en est un autre. Cette année, les militants auront rivalisé d'inventivité pour mettre des bâtons dans les rouages du système.

Ils ont muré AREVA

Dans la nuit du 7 au 8 avril, un groupe de militants antinucléaires a muré la porte de l'agence d'Areva à Rennes-St-Grégoire pour protester contre le système nucléaire et les ravages causés par la multinationale. Voici le message placardé sur la porte de l'agence :

Areva, toutes les industries nucléaires et les gouvernements qui les soutiennent nous emportent vers une liquidation totale de la planète. Contaminer et détruire de larges espaces de vie, tuer, empoisonner et déplacer des millions de personnes et d'êtres vivants : immédiatement ou progressivement, ce n'est qu'une question de temps et d'accidents ?

Areva, nous ne voulons plus vivre sous la menace de tes bombes à retardement. Nous ne voulons plus risquer nos vies pour tes profits. Notre confort ne doit pas avoir ce prix.

Avant ce désastre mondial, nous murons la porte d'Areva à Rennes - St-Grégoire et déclarons ouverte sa liquidation totale !

Nous, ce que nous voulons liquider définitivement, c'est le système dans lequel nous sommes immanquablement plongés tant que la menace nucléaire perdure. Nous n'acceptons pas de laisser le lobby nucléaire générer la catastrophe et encore moins prétendre la gérer.

Notre énergie est renouvelable. Alors, Areva, filiales et consorts, nous vous promettons plus qu'un petit mur...

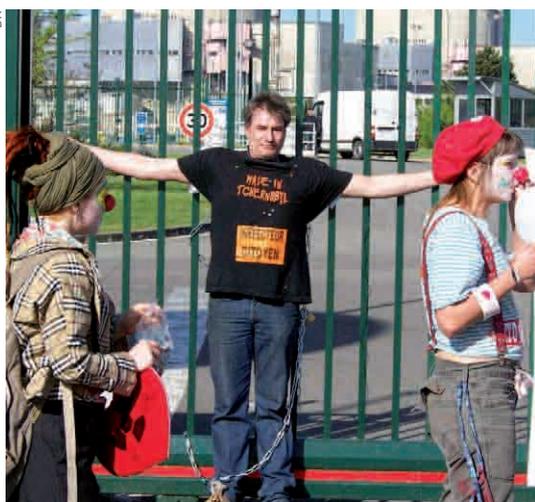


DR

Ils ont bloqué Golfech

Le 8 avril 2011, au petit matin, 65 ans jour pour jour après l'adoption par l'Assemblée nationale de la loi de nationalisation des secteurs de l'énergie, des militants du sud-ouest de la France, soutenus par des membres de la "brigade des clowns", ont bloqué, de manière symbolique, l'entrée de la centrale nucléaire de Golfech (Lot-et-Garonne). Par cette action, les organisateurs souhaitaient revendiquer — au regard de la catastrophe de la centrale japonaise de Fukushima et à la veille de la commémoration de la catastrophe de Tchernobyl — la sortie du nucléaire. Ils demandaient également qu'un nouveau service public prenant en compte l'intégralité de nos consommations énergétiques soit créé en urgence, comme ce fut le cas en 1946. Selon leurs revendications, ce nouveau service public des énergies devra mettre en place : une politique prioritaire de sobriété et d'économies d'énergie, un développement volontariste de toutes les énergies renouvelables et alternatives fortement créatrices d'emplois, le recours, en phase transitoire, à des techniques de production énergétique les moins néfastes possible pour l'environnement (centrales au gaz, cogénération...). Emmenés au commissariat pour un rapide entretien et un contrôle d'identité, les militants ont rapidement été relâchés.

DR



Ils ont inspecté l'ASN

Dans la matinée du 22 avril, des membres des Désobéissants, du collectif "Stop EPR 2", accompagnés de représentants du Réseau "Sortir du nucléaire" et d'un conseiller régional en Ile-de-France ont réalisé un blocage symbolique du siège de l'ASN (Autorité de Sécurité Nucléaire) à Paris. Ils avaient initialement prévu d'occuper les lieux puis de procéder à une "inspection citoyenne" de l'Autorité de Sûreté. Ils souhaitaient réaliser un contrôle de l'institution en vérifiant si celle-ci remplissait correctement son rôle et tirait les conséquences de la catastrophe de Fukushima. Il lui était notamment demandé — au regard de la catastrophe en cours — de procéder à la fermeture de toutes les centrales implantées en zones à risques (sismiques et inondables), ainsi que d'exiger l'arrêt des projets EPR de Flamanville et Penly.

En raison d'une forte présence policière, les inspecteurs et scientifiques d'un jour, habillés en blouse et combinaisons blanches de circonstance, n'ont pu pénétrer dans les locaux. Les 25 militants, équipés de banderoles, ont donc fermé symboliquement l'ASN en bloquant son entrée. Quatre personnes ont finalement été reçues, vers midi, par trois membres de l'Autorité de Sûreté, Philippe Jamet, un des cinq commissaires de l'Autorité de Sûreté, Jean-Luc Lachaume, directeur adjoint, et M. Bouchet, du service communication. A 13h, les militants quittaient les locaux, peu surpris de ne pas avoir été entendus, mais satisfaits d'avoir pu interpellier publiquement l'ASN sur son rôle et son action.

Colonne de gauche : Blocage symbolique de la centrale de Golfech



© Martin Leiris



© Martin Leiris

Ils ont déboulonné un pylône THT

Le samedi 23 avril à midi, 80 personnes étaient réunies à Raids près de Périers dans la Manche, autour d'un pique-nique offensif. À cet endroit est construit un poste électrique déjà bien avancé, qui servira de départ à la nouvelle ligne Très-Haute-Tension (THT) liée à la construction du réacteur nucléaire EPR de Flamanville. Le poste électrique est situé à quelques mètres des deux lignes existantes reliant Flamanville à Rennes et Caen.

Après un repas convivial, sous surveillance de la gendarmerie, les pique-niqueurs prirent, comme annoncé, la direction des pylônes THT les plus proches pour jouer au grand jeu de Pâques de la "chasse aux boulons". Le tout en musique ! Des banderoles ont été déployées et le déboulonnage a commencé. Dans un premier temps, la gendarmerie a préféré laisser faire, pensant à tort qu'un seul boulon serait retiré symboliquement. Mais ce sont plusieurs boulons qui, à la stupeur des forces de l'ordre, furent successivement déboulonnés, fragilisant ainsi l'édifice. Le but de l'action : montrer à RTE, mais surtout aux populations hostiles au projet, que celui-ci est bien plus fragile qu'il n'y paraît.



Ce sont au total huit boulons qui auront été démontés, certains étant "réquisitionnés" par les gendarmes, les autres ayant pu être amenés — tel un retour à l'expéditeur — jusqu'à Flamanville, où se tenait une manifestation l'après-midi même.

Des conférences et projections-débats

Pour cette édition du Chernobyl Day un peu particulière, le Réseau "Sortir du nucléaire" a également souhaité coordonner une tournée de conférences et projections-débats sur le nucléaire et les alternatives, afin de porter l'information au plus près des populations. Des dizaines de soirées ont été organisées sur le territoire, donnant ainsi la parole à une grande diversité d'intervenants, militants, témoins du nucléaire et porteurs d'alternatives. Un partenariat avait notamment été mis en place avec la coopérative Enercoop, dans le but de mieux faire connaître le seul fournisseur d'électricité 100 % renouvelable et de promouvoir une alternative concrète au nucléaire.

Manifestation à Grenoble le 16 avril 2011

Focus sur deux conférences et projections-débats

"Quelles énergies pour notre région ? Deux conférences pour comprendre" - Ce double-événement (7 et 11 avril), organisé par l'association "Virage-Énergie" dans la salle du "Nouveau Siècle" à Lille (59), fut l'occasion de faire le point sur l'état de la centrale nucléaire de Gravelines, 30 ans après sa mise en fonctionnement, et sur les alternatives énergétiques possibles. Ces soirées, qui ont rassemblé à chaque fois 300 personnes, permirent également de faire connaître et de diffuser les propositions du scénario régional Virage-Énergie et de montrer ainsi que la sortie du nucléaire en région était chose possible dans un objectif global de lutte contre le dérèglement climatique.

"Tchernobyl forever" à Mont Saint Aignan (76): Alain de Halleux, le réalisateur du documentaire "RAS. Nucléaire, rien à signaler" sur la sous-traitance dans les centrales, a fait honneur à nos militants de Haute-Normandie, en venant présenter son nouveau film "Tchernobyl forever" le 11 avril dernier. Cette oeuvre magnifique revient sur 25 ans de catastrophe en Ukraine et met en exergue les conséquences désastreuses de l'accident de Tchernobyl sur la population ukrainienne.

Des dizaines de rassemblements contre le nucléaire

Le mois d'actions pour les 25 ans de Tchernobyl a également été ponctué de nombreuses manifestations.

À Grenoble, le 16 avril, à l'initiative du groupe local Sortir du nucléaire 38 rejoint par nombre d'associations et partis politiques (FRAPNA Isère, Fac Verte Grenoble, Les Amis de la Terre, ATTAC-Isère,





© Martin Leers

permis à de nouveaux groupes de voir le jour, de tisser ou de retisser des liens et de se manifester au plus près des populations pour sensibiliser et montrer qu'un monde sans nucléaire est possible.

À l'étranger aussi, les antinucléaires se sont mobilisés

Cette année, 26 pays ont rejoint le Chernobyl Day et se sont mobilisés à l'occasion des 25 ans de la catastrophe : l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Bélarus, la Bosnie-Herzégovine, le Canada, la Corée du Sud, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, l'Inde, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Pologne, la République Tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni, la Russie, la Suède, la Suisse, la Turquie et l'Ukraine. À Barcelone, par exemple, les soleils antinucléaires ont massivement fleuri, lors d'une après-midi ensoleillée.



© Martin Leers

Ci-dessus et colonne de gauche : Manifestation à Strasbourg, 25 avril 2011.

SUD PTT, Antigone, Collectif "Ni nucléaire, Ni gaz de schiste", CIIP, Mouvement de la Paix, ADES, Les Alternatifs, FASE, Europe-Ecologie-Les Verts 38, NPA, PCOF 38, Parti de Gauche), 1500 personnes se sont retrouvées lors d'une manifestation unitaire intitulée "Tchernobyl-Fukushima... Nucléaire, dégage !". Partis du centre de Grenoble, ils ont rejoint les locaux du CEA, en arborant la banderole "Sortir du nucléaire, c'est possible".

À Paris, les groupes du Réseau "Sortir du nucléaire" (Sortir du nucléaire Paris et Sortir du nucléaire XX^e) ont organisé plusieurs initiatives rassemblant de nombreuses organisations antinucléaires : une chaîne humaine autour du Louvre le 10 avril, des chaînes humaines hebdomadaires dans le XX^e arrondissement, ainsi qu'une marche pour la transparence du nucléaire le 30 mai dernier.

Les militants ont également massivement répondu à l'appel à rassemblements que nous avons lancé pour le week-end de Pâques. Au total, ce sont cent manifestations qui ont eu lieu, regroupant plus de 20 000 personnes, dont 9000 sur les cinq ponts du Rhin, 5000 à Cattenom, 1000 au Blayais, 800 à Flamanville et à Brennilis, et 400 à Golfech. Pour 17 d'entre eux, rendez-vous était donné devant ou à proximité des sites nucléaires français : Flamanville, Saint-Laurent-des-Eaux, Cruas, Penly-Dieppe, St-Vulbas-Le Bugey, Fessenheim, Cattenom, Golfech, Le Blayais, Dampierre, Belleville, Chinon, Nogent-sur-Seine, St-Alban, Bugey, laboratoire de l'ANDRA à Bure et Brennilis).

Mobilisation, dénonciation, information. Le mois d'actions organisé à l'occasion des 25 ans de la catastrophe de Tchernobyl aura été une vraie réussite : plus de 350 actions, soit une moyenne de plus de dix événements par jour, pour un pays soi-disant pro-nucléaire...

Surtout il aura permis de montrer la capacité du mouvement antinucléaire français à se mobiliser. Dans de nombreuses régions, il aura également



DR

En Italie, le danger du retour au nucléaire plane sur le peuple italien... qui pourtant en 1987 s'était prononcé massivement lors d'un référendum contre le nucléaire. Un nouveau référendum doit être organisé cette année, les 11 et 12 juin. La RNA (Rete Nazionale Antinucleare), le réseau italien antinucléaire a coordonné en Italie un grand nombre de manifestations antinucléaires, dans le cadre des 25 ans de Tchernobyl, en collaboration avec le Réseau "Sortir du nucléaire" : des conférences ont été organisées dans de nombreuses régions, ainsi que des actions de rue et des rassemblements.

Manifestation à Barcelone, avril 2011.



DR

Toutes les infos sur l'Assemblée générale 2011

Découvrez tous les documents de l'Assemblée générale du Réseau "Sortir du nucléaire" qui s'est déroulée les 19 et 20 mars 2011 à Aubervilliers, en vous rendant sur le site : <http://ag.sortirdunucleaire.org>

Vous pourrez notamment y lire le rapport financier, le rapport moral, le compte rendu avec les décisions importantes... Vous pouvez aussi nous demander ces documents en nous écrivant ou en nous téléphonant au 04 78 28 29 22.

Transport de déchets Saluggia – La Hague

Répression contre les antinucléaires

Entre le 9 et le 10 mai 2011, un train transportant du combustible usé italien hautement radioactif a traversé le Val de Suse en Italie ainsi qu'une bonne partie de la France.



Répression en Italie à Avigliana.

Parti de Saluggia à 2h40 dans la nuit du 8 au 9 mai, il a rejoint le terminal ferroviaire de Valognes (Manche) à 11h45 le 10. Les deux conteneurs ont ensuite été acheminés par la route jusqu'à l'usine AREVA La Hague (usine de "retraitement" des déchets et de production de plutonium). Ces déchets, une fois "traités", devraient retourner en Italie probablement entre 2020 et 2025, où aucune solution n'existe pour les gérer...

En Italie, une soirée de protestation, organisée en moins de 72 heures, a vu une participation très significative, et a provoqué le changement d'itinéraire du train, le faisant dévier par Alessandria, évitant le passage à Turin et à Chivasso. À Avigliana, comme à Vercelli et à Chivasso, la soirée avait commencé très tôt, avec une présence populaire importante. Lorsque les militants eurent confirmation que le train ne passerait pas en gare de Chivasso, où étaient présents environ quatre-vingts activistes, une trentaine d'entre eux décidèrent de se rendre à Avigliana pour prêter main forte aux camarades qui attendaient le passage du train.

Les personnes présentes à Avigliana, après avoir passé au crible les différentes possibilités d'action, choisissent de bloquer le convoi en s'asseyant, de manière compacte, sur les trois voies ferrées. Mais très vite, les forces de l'ordre reçoivent l'ordre d'évacuer le lieu et encerclent les occupants. Puis

Action à Chambéry.



ils tentent de les faire lever ou de les déplacer, sans résultat. Dix minutes de tentatives vaines auront alors suffi pour que les carabiniers perdent le contrôle. Coups de pieds, de poings, de matraques, tout est bon pourvu que les voies soient rapidement "nettoyées" et que le train puisse passer. Face à la détermination des hommes et femmes de la vallée, il aura fallu pas moins de 500 policiers pour déloger les 200 personnes présentes. Le groupe est ensuite séparé et maintenu à bonne distance des voies. Des contrôles sont effectués, et les manifestants sont parfois confrontés à la rétention de leurs papiers d'identité.

Ils virent finalement passer, une vingtaine de minutes plus tard, non pas un train, mais trois : un train-éclair, le train chargé de déchets radioactifs, suivi de très près par un troisième train d'escorte militaire. Les forces de l'ordre se retirèrent ensuite, comme elles étaient venues, en se gargarisant et en se frottant les mains – tâchées de sang...

Le convoi a ensuite poursuivi sa route vers la France sans encombre, pour passer la frontière aux alentours de midi. Il a traversé 12 départements (Savoie, Ain, Saône-et-Loire, Côte-d'Or, Yonne, Seine-et-Marne, Essonne, Val-de-Marne, Yvelines, Eure, Calvados, Manche), et a, une fois de plus, emprunté les voies du RER en région parisienne, pendant les heures de pointe. Des rassemblements ont été organisés sur le trajet, plusieurs droits d'alerte ont été déposés par les cheminots, et une action de projection de peinture avait été envisagée à Plombières-les-Dijon, action avortée suite à l'intervention de la police des chemins de fer. De leur côté, les forces de l'ordre étaient, semble-t-il, encore plus en alerte que d'habitude, bloquant tous les ponts et multipliant les aller-retours en hélicoptère au-dessus du convoi. Des gendarmes ont même tenté, à plusieurs reprises, d'empêcher nos observateurs de prendre des images. C'était sans compter leur pugnacité.

Secret, opacité, violences, surveillance policière accrue... l'industrie nucléaire nous a, à nouveau, montré son vrai visage. Mais les militants antinucléaires sont une nouvelle fois parvenus à déjouer les plans de l'industrie et à rompre le silence qui entoure ces transports. Plusieurs convois de ce type sont attendus entre l'Italie et la France dans les mois et les années à venir. En Italie, des bruits courent déjà sur les voies...

Laura Hameaux

Changeons de **mythe**, sortons du nucléaire

Encore à venir à l'heure où nous écrivons, deux Journées d'études et de propositions se sont tenues les 18-19 juin à Toulouse. Organisées à l'initiative de militants de la région avec le soutien du Réseau "Sortir du nucléaire", elles s'articulent autour d'une mise en question de l'idée de Progrès et d'un procès citoyen du nucléaire.

Depuis le 11 mars 2011, les gouvernements et les médias parlent de la menace nucléaire comme jamais auparavant. Il y avait un après Hiroshima et Nagasaki, il y a eu un après Tchernobyl. Nous vivons l'après Fukushima. Et après ?

[...]

Préférons-nous changer de cap aujourd'hui, quand il en est encore temps ou dans vingt ans quand tout sera fini et qu'au Japon, en France, aux USA, en Chine ou ailleurs une catastrophe innommable aura fait reculer l'horreur non plus d'un cran mais de tous les crans... et qu'on ne parlera peut-être plus de sortir du nucléaire parce qu'il n'y aura plus personne pour en parler...

Nous dramatisons ? Il dramatisait l'expert japonais qui en 2004 avait tiré la sonnette d'alarme en disant que le Japon était au bord d'une catastrophe nucléaire majeure et qui a été remercié, c'est-à-dire licencié comme "mauvais" expert...

Les bons experts ce sont ceux qui disent "il n'y a pas de danger... exportons l'énergie nucléaire toujours plus propre, toujours plus pure, toujours plus économique...". Elle est tellement propre, tellement pure, tellement économique, qu'un jour elle aura nettoyé définitivement toute la planète !



Rendez-vous dans la revue d'automne pour des échos du procès citoyen du nucléaire ! D'ici là, plus d'info sur le site des Journées d'études : <http://elienncommun.org/journeesdetudes>

Signalons une autre initiative citoyenne, la pétition pour un tribunal Russell contre les crimes du nucléaire civil : www.tribunalrusselnuclaire.org

18 juin 2011 - L'appel à la résistance

Les gouvernements qui depuis de nombreuses années se succèdent à la tête de notre pays ont développé l'énergie nucléaire.

Alléguant la nécessité de consommer toujours plus et le prétexte de la crise de l'énergie, ils ont construit un nombre de centrales considérable qui font de notre pays le pays le plus densément nucléarisé avec le Japon. La catastrophe de Tchernobyl en 1986 les a vu déployer une campagne de mensonges sans précédent, s'appuyant même sur l'Organisation mondiale de la Santé pour falsifier leurs chiffres et maquiller leurs crimes. La catastrophe de Fukushima menace d'être encore pire...

Le dernier mot est-il dit ? L'espérance doit-elle disparaître ?

Croyez-nous, nous vous parlons en connaissance de cause et nous vous disons que rien n'est perdu ni pour la France ni pour la planète. Les mêmes moyens qui nous ont conduits à la catastrophe écologique peuvent nous conduire à en sortir !

Car nous ne sommes pas seuls. Nous ne sommes pas seuls. Nous avons la population du monde entier derrière nous !

Les Français peuvent faire bloc avec les Japonais. Nous pouvons faire bloc avec nos amis allemands et italiens qui se sont déjà prononcés pour la sortie du nucléaire. Nous pouvons entraîner dans notre mouvement l'Angleterre et les États-Unis où, pour la première fois, un président s'est prononcé pour le désarmement nucléaire ! Ce combat n'est pas limité au territoire malheureux de nos amis ukrainiens, biélorusses, et japonais. Ce combat est un combat mondial.

Toutes les fautes, tous les retards, toutes les souffrances n'empêchent pas qu'il y a dans l'univers tous les moyens nécessaires pour sortir un jour du nucléaire. Et ce jour ce peut être demain, les scénarios existent, nous pouvons les diffuser, les appliquer, les imposer par la voie démocratique à nos gouvernements.

Le destin du monde est là. Nous, militants anti-nucléaires rassemblés à Toulouse, nous invitons tous les citoyens français, nous invitons les citoyens européens, nous invitons les citoyens du monde, en solidarité avec le peuple martyr japonais à se mettre en rapport avec nous.

Quoi qu'il arrive la flamme du combat contre le nucléaire ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas ! Demain comme aujourd'hui, nous nous exprimerons devant le peuple du monde...

Fukushima : le cauchemar au ralenti

Depuis le 11 mars 2011, l'un des pires accidents nucléaires de l'histoire est en train de se produire... Prévisible, car le Japon se situe sur une faille sismique, mais pourtant imprévu par les autorités, cette catastrophe rappelle au monde entier une évidence : le nucléaire sûr n'existe pas.

Le 11 mars 2011, à 14h46, un séisme de magnitude neuf secoue la côte nord-est d'Honshu, la principale île du Japon. À 250 kilomètres de Tokyo, dans la centrale de Fukushima Daiichi, les trois réacteurs en fonction, trois autres étant en arrêt de maintenance, se mettent en arrêt d'urgence : la réaction en chaîne est en théorie interrompue. Les réacteurs ne sont pas pour autant "éteints" : il faut continuer à refroidir le combustible qu'ils contiennent, ainsi que les piscines où sont stockés les assemblages de combustibles usagés. 2500 tonnes d'uranium et de plutonium se trouvent alors sur le site². L'alimentation électrique du site ayant été mise hors service par la secousse, des diesels de secours sont mis en marche... Mais dans l'heure qui suit, un tsunami meurtrier ravage les côtes et noie la centrale et ses diesels. Celle-ci n'était pas planifiée pour résister à une vague de plus de 6 mètres.



© Tepco

réacteurs deux et trois, et la piscine du réacteur quatre. D'importantes émissions d'iode-231, de césium-137, mais aussi de plutonium en quantité plus faible, se produisent. Tout le personnel est alors évacué à l'exception d'un nombre limité d'employés, les liquidateurs, qui vont travailler dans des conditions difficiles et héroïques. Les débits de dose sur le site atteignent en effet des niveaux considérables³. Dans un Japon dévasté, l'exploitant TEPCO, aidé par l'armée, tente alors désespérément de refroidir les réacteurs en larguant par camion-citerne et hélicoptère de l'eau de mer enrichie en bore.

Le borbier radioactif

Plus de deux mois après l'accident, les rejets radioactifs se poursuivent. Les combustibles des réacteurs 1, 2 et 3 ont fondu en majeure partie – à 100 % selon Mishio Ishikawa, fondateur du Japan Nuclear Technology Institute. La cuve du réacteur n°1 est percée en de multiples endroits. De plus, il n'a toujours pas été possible de rétablir un refroidissement en circuit fermé... 90 000 tonnes d'eau radioactive font du site un véritable borbier qui menace de déborder constamment. Une grave fuite d'eau en provenance du réacteur n°2 a eu lieu du 2 au 6 avril, relâchant plusieurs centaines de tonnes d'eau fortement radioactive. Plusieurs dizaines de milliers de tonnes d'eau radioactive ont par ailleurs été volontairement déversées dans l'océan. Enfin, les rejets de vapeur radioactive continuent... Le 22 mai, on recensait 1148 personnes sur le site, luttant pour tenter de stabiliser la situation.

Selon les estimations publiées par l'Agence japonaise de sûreté nucléaire le 12 avril, l'accident aurait dispersé l'équivalent de 10 % de la radioactivité issue de Tchernobyl. "Cette estimation est très incertaine", précise David Boilley, physicien



© Tepco

Perte de refroidissement

"Il s'agit de l'accident le plus redouté : la perte de refroidissement, explique Jean-Marie Brom, physicien des particules et directeur de recherche au CNRS. Dans les réacteurs comme dans les piscines, le combustible chauffe, et l'eau s'évapore. Les barres se retrouvent à l'air libre dans les réacteurs et commencent à fondre. De la vapeur radioactive et de l'hydrogène sont produits par leur dégradation... Dans les jours qui suivent, pour éviter une surpression, ces produits sont relâchés hors de l'enceinte de confinement du réacteur et produisent une série d'explosions."

Le toit du bâtiment du réacteur n°1 est ainsi soufflé le matin du 12 mars. Un premier nuage radioactif s'élève. L'évacuation est ordonnée dans un périmètre de 10 puis de 20 kilomètres. Le 14 et le 15 mars, des explosions et incendies endommagent également les

Colonne de droite :
Les chefs d'équipe des liquidateurs se réunissent (1^{er} avril 2011).

Le 11 mars 2011 à 3h43,
le tsunami envahit la centrale
de Fukushima Daiichi.

1 : Bouclage de la revue oblige, cet
article a été finalisé au cours de la
3^{ème} semaine de mai 2011.

2 : Le site comporte au total 7354
assemblages de combustible, l'équiva-
lent de 25 cœurs de réacteurs.

3 : Le débit de dose radioactive est la
dose radioactive reçue par unité de
temps, et se mesure en sievert (Sv).
Des débits de 400 mSv/heure ont été
atteints sur le site le 15 mars.

Le 13 avril 2011, Norio Sugano
(de dos à droite), maire du
village d'Iitate à 40 km
de Fukushima, détaille le plan
d'évacuation aux habitants.



© Kyodo News

nucléaire et président de l'ACRO (Association pour le contrôle de la radioactivité dans l'Ouest). *Il est vrai que les rejets ont été pour l'instant moins importants qu'à Tchernobyl, mais ils vont se produire sur une période plus longue... On ne peut exclure qu'au final, plus de rejets soient provoqués par Fukushima.*"

Lors d'une catastrophe nucléaire, la contamination des populations passe en effet par différentes phases : l'exposition directe au panache radioactif et l'exposition aux dépôts sur les plantes, qui sont toutes deux limitées dans le temps, puis l'exposition issue de la contamination de toute la chaîne alimentaire par le transfert aux végétaux, qui, elle, peut durer très longtemps. À Fukushima s'ajoute par ailleurs une donnée nouvelle et inquiétante : une pollution marine très conséquente.

"Nul ne peut prévoir aujourd'hui les conséquences de cette catastrophe, juge Yves Lenoir, président des Enfants de Tchernobyl Belarus. À Tchernobyl, les impacts sur la santé ont commencé à être établis deux ans après la catastrophe." Ainsi, si les seules victimes directes se trouvent pour l'heure parmi les liquidateurs⁴, nul doute que le Japon va avoir à gérer un grave problème de santé publique pendant des décennies. Chris Busby, expert en radiations de renommée internationale, estime à plus de 400 000 le nombre de cas de cancers qui pourraient être imputables à l'accident⁵. Il faudra aussi assumer l'abandon de territoires, les confinements et d'innombrables déchets. Un coût humain et financier inquantifiable.

Des autorités dépassées ou incompetentes ?

Les défaillances et le manque de transparence de l'opérateur ont d'abord été montrés du doigt. *"Il est facile d'accuser TEPCO, estime Jean-Marie Brom. En France, où un accident de cette gravité est possible, on ne se serait pas mieux débrouillé !"* L'attitude du gouvernement japonais fait de même l'objet de nombreuses et graves interrogations. Le classement au niveau maximal de l'accident sur l'échelle internationale INES n'est pas intervenu avant le 12 avril, en dépit des recommandations en ce sens de la plupart des autorités de sûreté. *"La gravité de cette catastrophe est sous-estimée ! réagit Yves Lenoir. La carte de la radioactivité*



DIR

gamma récemment publiée montre à l'évidence, comparée avec celles des retombées de Tchernobyl en juin 1986, que l'évacuation des populations aurait dû être plus rapide et d'une zone plus étendue." À 40 kilomètres de la centrale, le village contaminé d'Iitate symbolise à lui seul ces errements : les habitants ont été livrés à eux-mêmes un mois entier avant que soit décidée leur évacuation.

Est également alarmante la décision de porter de 1 à 20 millisieverts par an la dose supposée admissible pour les enfants scolarisés de la Préfecture de Fukushima. *"Le gouvernement japonais n'a pas tiré les leçons de Tchernobyl et d'une littérature scientifique pourtant explicite ! ajoute Yves Lenoir. Les enfants sont les plus vulnérables. Au lieu de les protéger en évacuant la zone des 20 millisieverts, ils ont relevé la dose !"*

Les leçons de Fukushima

Avant le 11 mars, la planète était censée se convertir au nucléaire au nom de la lutte contre les changements climatiques... Depuis, l'Allemagne a suspendu la prolongation de ses 17 centrales, arrêté provisoirement huit réacteurs et a décidé de sortir du nucléaire en 2022. La Suisse s'engage dans la sortie du nucléaire à l'horizon 2034. États-Unis et Chine annoncent une révision de la sécurité des centrales. Le gouvernement japonais annonce une révision de sa politique énergétique.

En France, en revanche, on évite de tirer la moindre leçon. À la centrale de Gravelines, Nicolas Sarkozy déclare le 3 mai : *"on n'a pas le droit de jouer sur des peurs moyenâgeuses pour remettre en cause des choix qui font la puissance de notre pays"*. Les chantiers continuent... Et dans le processus de révision des tests de sécurité enclenché au niveau européen, Paris s'est battu, avec succès malheureusement, pour que le risque d'attentat terroriste ne fasse pas partie des risques évalués. L'histoire montre pourtant que les systèmes de sécurité prévus sont toujours pris en défaut par des concours de circonstances par définition imprévisibles.

Photo aérienne à la verticale du site de Fukushima, prise par un drone.

4 : Le 11 avril, TEPCO annonçait que 19 travailleurs ont subi une exposition de 100 à 180 mSv.

5 : Chris Busby, "The health outcome of the Fukushima catastrophe Initial analysis from risk model of the European Committee on Radiation Risk", ECRR. Green Act, 30 mars 2011.



corda ©

Colonne de gauche : Un liquidateur pompe de l'eau contaminée dans un réservoir temporaire (13 mai 2011).

Réseau "Sortir du nucléaire"

Quitter sa terre : l'exode d'un paysan japonais

Shimpei Murakami est né il y a 52 ans à 25km de la centrale de Fukushima. Après avoir travaillé en coopération en Thaïlande et au Bangladesh pour promouvoir des méthodes écologiques d'agriculture, il s'est lui-même installé comme agriculteur il y a 9 ans.

Comment s'est passée votre installation au Japon ?

J'ai trouvé près de mon village natal une commune, Iitate, qui avait lancé un idéal de slow life à la manière locale "madéi" ce qui veut dire "prendre le temps de prendre soin des autres". Nous sommes installés dans le hameau de Maeda. Je cultivais des légumes, mon épouse avait établi sur la ferme un restaurant macrobiotique et nous prenions un stagiaire régulièrement. Nous avons eu trois enfants qui ont 1, 4 et 7 ans. Le matin du 11 mars nous avons fini les fondations d'une maison pour mon stagiaire qui souhaitait faire une année de plus et s'installer à côté. Et puis la catastrophe est arrivée qui a balayé tout cela.

Est-ce que vous avez souffert du tremblement de terre et du tsunami ?

Non, en revanche nous avons eu peur que la centrale nucléaire explose. Le 12 mars, en raison des informations inquiétantes, nous sommes tous partis pour Takahatta où ma sœur est fermière. Beaucoup de gens ont fait comme nous, quand ils savaient où aller, pas trop loin, pour se mettre à l'abri le temps que les choses s'arrangent.

Est-ce que vous pensiez à ce moment-là pouvoir revenir dans votre ferme ?

Oui, on espérait que cela allait s'arranger, mais le 12 mars une explosion a eu lieu. Ensuite, les uns et les autres nous demandaient ce qu'il fallait faire, et nous avons cherché un hébergement pour ceux qui nous interrogeaient, ce que j'ai trouvé grâce au lycée Ainô du département de Mié (bien loin de la centrale) où j'avais fait mes études.

Vous voilà donc partis pour Mié ?

Non, pas tout de suite. J'ai libéré mon stagiaire de son contrat et je l'ai reconduit chez lui, nous avons continué à rouler vers le sud jusqu'à Hamamatsu pour aller dans la famille de ma femme. Le lendemain, le 15 mars, une nouvelle explosion a eu lieu. Le soir mon épouse a vu sur la chaîne NHK des informations terribles sur le niveau de radiation : 1 µSv par heure à Fukushima et 34 µSv par heure à Iitate. J'ai pris à ce moment-là cette décision définitive de ne plus revenir à Iitate. C'est difficile de prendre une telle décision. J'ai eu la chance à 20 ans de pouvoir aller dans un ashram en Inde ; j'y ai compris que pour vivre heureux il ne faut pas avoir trop d'attachement aux choses.



Shimpei Murakami

Vous avez donc rejoint Mié où vous vivez actuellement avec votre famille ?

Oui ; le 16 mars nous y avons été rejoints par une trentaine de personnes dont trois familles d'agriculteurs. Certaines sont reparties, quelquefois seulement le mari qui est retourné pour travailler. À Iitate il y avait 6000 habitants, 2000 sont partis, 1000 sont revenus. Le 1^{er} mai, des amis ont fait des mesures : 7,5 µSv/h à un mètre du sol et 16 µSv/h au sol. Pour 10 µSv/h cela fait en dix jours une accumulation de 2,5 mSv soit une dose déjà bien au-delà de ce à quoi on peut s'exposer sans danger. Toutefois, le gouvernement dit qu'il n'y a pas de danger à ce niveau et un bon nombre de gens veulent croire ce que dit le gouvernement.

Donc, vous avez quitté définitivement Iitate, vous n'y reviendrez pas et vous pensez que c'est ce qu'il faut faire ?

Oui, bien sûr. Je suis retourné une seule fois à Iitate, le 23 avril pendant 3 jours en partant seul avec un petit camion bourré de choses pour des amis de villages environnants qui avaient été sinistrés par le tsunami. Je suis revenu avec une partie de nos affaires personnelles et sans espoir de retour. J'y suis allé sans radiamètre, mais j'ai appris le 1^{er} mai l'importance des radiations mesurées par mes amis. Nous ne pouvons plus cultiver cette terre. Partir n'est pas suffisant car d'autres centrales existent. Des tremblements de terre ou d'autres accidents peuvent survenir et ruiner les efforts que l'on fait pour cultiver de manière écologique des légumes pour se nourrir de manière saine. J'espère que notre histoire fera réfléchir beaucoup de monde.

Propos recueillis par

Marc Humbert et Hiroko Hamemiya



Les Japonais se mobilisent

Malgré Hiroshima et Nagasaki, le mouvement anti-nucléaire avait peu d'audience au Japon. Depuis le 11 mars 2011, les groupes antinucléaires se sont rapidement mobilisés. Et le soutien de la population semble être au rendez-vous, puisque les différentes manifestations ont connu une affluence record.

À l'appel du "Réseau Stop aux centrales nucléaires de Tokyo", 1200 personnes se sont regroupées à Tokyo le 27 mars, puis 2500 le 4 avril. Le 24 avril enfin, environ 5000 personnes se sont rassemblées à l'appel conjoint de ce réseau et plusieurs associations de protection de l'environnement.

La Grande Fronde des Pauvres, groupe très récemment créé, a également mobilisé massivement. Elle a organisé deux manifestations à Tokyo : celle du 10 avril, qui a rassemblé 15 000 personnes, et celle du 5 mai qui a regroupé plusieurs milliers de manifestants. Plusieurs actions devant le siège de TEPCO ont également eu lieu à l'initiative des activistes pacifistes japonais.

Avant Fukushima, il n'existait pas de coordination entre les différents groupes antinucléaires nippons. Mais depuis peu, associations et partis politiques s'organisent pour préparer ensemble des actions ou formuler propositions et exigences. Une première manifestation unitaire a été organisée le 10 avril avec succès. Un nouvel appel unitaire pour une



© Toru Hanai / Reuters

grande journée d'action le 11 juin pour les trois mois de Fukushima a donc été lancé. Le Réseau "Sortir du nucléaire" a relayé cet appel en France.

Le CNIC (Centre d'information des citoyens sur le nucléaire), en activité depuis 1975 et rassemblant scientifiques, activistes et citoyens, travaille au quotidien pour apporter une information indépendante. Avec d'autres associations, dont Friends of the Earth Japan, le CNIC est à l'origine de la pétition, relayée en France par le Réseau, qui demande que les enfants ne puissent pas être exposés à des niveaux de radiations élevés. Le collectif des mères mobilisées pour sauver les enfants des radiations (Moms to Save Children from Radiations) est également engagé dans ce combat.

Laura Hameaux

Les heures d'après...

Hiromi Kawakami, romancière phare de la littérature japonaise contemporaine, a écrit en une nuit un texte sur la catastrophe qui a frappé le Japon. Extrait...

[...] S'agissant du séisme et du tsunami, je crois que les Japonais assumeront ce malheur avec résignation. Il n'en va pas de même pour ce qui est de l'accident de la centrale, toujours dans un état critique à l'heure où j'écris ces lignes, le 25 mars, et il est hors de question pour moi de me résigner à accepter la situation. C'est l'échec des hommes politiques qui n'ont pas fait preuve d'exigence lors de sa construction, c'est notre échec à nous tous qui les avons élus. C'est l'échec des constructeurs qui n'ont pas prêté l'oreille à ceux qui mettaient en doute sa sécurité, c'est aussi le crime de nous tous qui vivons dans les grandes villes sans nous soucier de rien, occupés seulement à l'essor de l'économie, demandant toujours plus à l'électronique, nous qui avons permis pour notre confort l'installation de la centrale de Fukushima loin de la capitale.

Nous qui avons la chance de posséder cette notion de l'impermanence, nous n'avons pas été capables de l'appliquer à nos centrales. Nous avons fermé les yeux, sans vouloir prendre conscience que l'énergie que fabrique l'homme, à qui il est impossible de se

soustraire à l'impermanence, ne saurait être figée pour l'éternité.

L'énergie nucléaire, au même titre que la bombe atomique, est une puissance redoutable de contamination, que l'homme laissera sur la Terre après sa disparition, l'être humain dont le passage se réduit à une fraction de seconde. La demi-vie des substances radioactives qui émanent des appareils de la centrale est de huit jours pour l'iode 131, trente ans pour le césium 137, vingt quatre mille années pour le plutonium 239, quant à l'uranium 235, elle s'élève à sept cents millions d'années. À l'heure qu'il est, je serre les dents en prenant conscience avec âpreté de la signification de ces chiffres. À n'en pas douter, cette amertume imprégnera mes romans à venir, qui connaîtront une transformation sans heurt.

Hiromi Kawakami

Traduit du japonais par Élisabeth Shuetsijgu
Extrait d'un texte paru dans Télérâma n°3196
en avril 2011



Hiromi Kawakami

Poème d'une écolière de Fukushima

Le 30 mars 2011, un site web japonais publiait le poème poignant d'une écolière de Fukushima, dont le nom ne nous est pas connu. Elle habitait tout près de la centrale nucléaire de Fukushima...

Aidez-moi,
je suis une élève
de Minami-Soma à Fukushima.

J'ai perdu des amis lors du Tsunami,
mes amis ont perdu leurs parents,
ma meilleure amie est restée coincée à Minami-Soma
parce que la pénurie d'essence l'a empêchée de fuir.
Pour lui remonter le moral,
je n'ai que le téléphone et les e-mails.



Reprise des cours le 6 avril 2011
à l'école primaire de Shimizu,
préfecture de Fukushima.

Mes amis et moi nous nous battons maintenant
avec notre peur de la radioactivité.
Mais nous sommes découragés.

A l'âge de seize ans
je me prépare à la mort,
je la sens qui s'approche.
Même si je devais en sortir,
la peur de la radioactivité sera toujours
à mes côtés.

Les hommes politiques, l'État,
les mass-médias, les experts,
les "boss" de la centrale nucléaire,
tous sont nos ennemis
tous sont des menteurs.

La télévision parle de moins en moins
de la centrale nucléaire.
Toujours les mêmes photos du tsunami et les
interviews sans cœur des mass-médias,
des condoléances du bout des lèvres,
un homme politique qui qualifie l'accident
nucléaire de "catastrophe naturelle".

Messieurs les politiciens, aidez-nous avec
votre salaire et vos épargnes,
arrêtez de vivre dans le luxe
et aidez les victimes à survivre.
Arrêtez de donner uniquement des ordres,
arrêtez de nous regarder d'un endroit sûr,
venez ici vous-mêmes et aidez-nous.

Nous ... On nous a laissé tomber
Fukushima sera sans doute isolé.
On nous laisse complètement tomber,

c'est l'État qui nous tue.
Nous, les victimes de la catastrophe
nous ne pardonnerons jamais à l'État
de nous avoir laissé tomber,
nous lui en voudrons toujours.

Voici ce que je voudrais dire
à ceux qui lisent cette lettre :
Vous ne savez jamais quand une personne
que vous chérissez disparaîtra.
Imaginez que la personne avec laquelle vous
riez maintenant, disparaît l'instant suivant.
Soyez désormais plus attentifs à votre entourage.

Maintenant, l'école où nous avons passé notre
jeunesse s'est transformée en morgue.
Des personnes qui ne bougeront plus jamais
sont allongées dans la salle où nous avons fait
du sport et pratiqué nos activités de club.
Comment puis-je faire connaître la réalité
au plus grand nombre de personnes possible ?

Je serais heureuse si au moins une personne lit ce
message.
Après avoir réfléchi je me suis permis d'écrire ce
message.
Pardonnez-moi et je vous remercie.

Poème traduit en français par
Violaine Trentesaux-Mochizuki

Publié le 30 mars 2011 sur :
<http://ameblo.jp/tsukiji14/entry-10844839979.html>

© Stéphanie Ramillien



Une déconstruction du discours pro-nucléaire

Nous publions ici quelques extraits d'un excellent petit livre, "On craint le pire...", dont la lecture est vivement conseillée ! L'auteur y déconstruit avec verve et lucidité le discours des pro-nucléaires français confrontés à Fukushima, dans une écriture tout à la fois accessible, élégante et acérée.

Toutes les précautions possibles...

La techno-bureaucratie française est consciente des risques relatifs de séismes (jusqu'à x, y sur l'échelle de Richter), des canicules (jusqu'à z, q°), des vagues (jusqu'à m, n mètres), des inondations, etc. Elle a tout prévu ; pris *toutes les dispositions nécessaires* ; ses centrales résisteront à chaque condition (moyennement) extrême et exceptionnelle *calculée isolément* et confinée dans ses limites expérimentales.

Pas au-delà.

Fukushima consomme la faillite de cette logique de la prévention indéfiniment débordée vers le moment où la techno-bureaucratie demande avec fatalisme, et ses ingénieurs avec ingénuité, qui pouvait prévoir que ceci ou cela surviendrait dans tel concours de circonstances aléatoire (ce que sont par définition un concours de circonstances et, justement, toute vie sur la terre).

Le nucléaire et la bougie

Les sinistrés japonais du nord-est, sous la neige et dans leurs cahutes effondrées, étaient en outre "privés d'électricité". Sans humour noir, hélas, la finaude pseudo-alternative des nucléaristes de l'âge enthousiaste se trouve dépassée une fois pour toutes : dans la société du choix, ce n'est plus "le nucléaire ou la bougie" ; mais : le nucléaire *et* la bougie ! [...]

À Tokyo, "les coupures d'électricité restent la principale contrainte dans la capitale" (Le Monde 12 avril 2011) ; l'article évoque aussi les problèmes d'alimentation et d'eau. [...] Le capitalisme

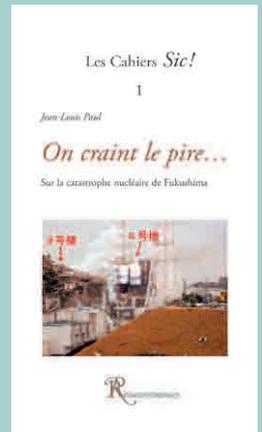
En 120 courtes pages, Jean-Louis Paul – auteur et éditeur – met au jour les incohérences qui émaillent les discours dont les zéloteurs du nucléaire français nous ont abreuvés depuis le début de la catastrophe de Fukushima.

Une lucidité aiguisée et un bon sens tout en finesse traversent l'ouvrage de part en part, malgré quelques points sur lesquels on peut n'être pas d'accord avec l'auteur. "On craint le pire..." opère un démontage percutant et roboratif, qui gagnerait à être largement connu.

On craint le pire... Remarques sur la catastrophe nucléaire de Fukushima

Jean-Louis Paul, éd. Ressouvenances, coll. Cahiers Sic !, 120 pages, mai 2011

À commander en ligne (<http://boutique.sortirdunucleaire.org>) ou en envoyant un chèque de 11,50 € port compris, à l'ordre de "Sortir du nucléaire", à : Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04



technocratique partage avec la bureaucratie industrialisatrice la manie des monoproductions, soviétiques ou post-coloniales : on mise tout sur une ressource, et ce de façon quantitativement centralisée ; elle s'effondre : *on n'a plus rien.*

Tchernobyl banalisé

Le 12 avril, un titre accroche, aux fenêtres ordinaires de l'information lambda : "L'accident de Fukushima est de même niveau que celui de Tchernobyl." Si une telle "révélation" avait été émise les premiers jours du cataclysme, le sentiment d'effroi n'en eût pas été dilué. L'argumentaire pro-nucléaire n'aurait pas consisté à prétendre que nous devons attendre la catastrophe pour être sûrs que c'en est une. Tchernobyl, dans l'imaginaire traumatique du monde contemporain, c'est le seuil limite à ne pas répéter. Tant qu'on n'en est pas là... Puis l'oubli va glissant sur les drames, et, lorsque l'on vous déclare subitement que, si, c'était cela, l'accoutumance érode le sentiment du sinistre. Dans un sens, ah..., ce n'était que cela, une fois de plus... Tchernobyl banalisé.

La véritable question

La véritable question est évidemment : *comment en sortir*, comment dépasser l'emploi industriel du nucléaire ? Elle pourrait être aussi : pourquoi devrait-on y rester ? Pourquoi devrait-on subir tant de misère et d'horreur ? Qu'est-ce qui peut justifier la désertification cancérigène de tant d'espaces humains et biologiques ?



Les irradiés de Fukushima traités comme des parias

"Mes enfants ont des soucis quand ils sortent de la préfecture parce qu'ils sont immatriculés à Fukushima. Ils préfèrent emprunter la voiture d'un ami immatriculée ailleurs pour qu'on les laisse tranquilles. Il leur est aussi arrivé d'être refusés dans un restaurant." Grand-mère discrète, Keiko Inoue, 63 ans, enrage quand elle évoque les discriminations subies par ses proches. Elle sait en effet qu'elle subira sans doute le même sort.

Colonne de droite :
Contrôle de radioactivité
d'une jeune fille japonaise.



© Reuters / Yuriko Nakao

A Funabashi, un enfant qui venait de la préfecture de Fukushima a été molesté par d'autres enfants, dans un parc de la ville, qui l'accusaient d'être contagieux. Une écolière originaire de Minamisoma, à 25 kilomètres de la centrale nucléaire, refuse d'aller à l'école, dans la préfecture de Gunma, parce que personne ne veut s'asseoir à côté d'elle. "Ces rumeurs néfastes n'ont aucun fondement scientifique, insiste Tamotsu Nomura, un membre éminent de l'association sur les effets des radiations. Cette situation dans laquelle les enfants mais aussi les adultes surréagissent est tout à fait surprenante." Ces cas renvoient à de sombres souvenirs dans l'histoire nippone. Ceux des "hibakusha", les survivants des bombes atomiques larguées au-dessus d'Hiroshima et Nagasaki en août 1945, qui ont longuement été considérés comme des brebis galeuses. Nombre d'entre eux ont eu du mal à se marier ou à trouver un emploi. Cinq associations d'irradiés de la préfecture de Nagasaki ont demandé au gouvernement de prendre des mesures pour que cela ne se reproduise pas.

Source : La Tribune de Genève,
<http://www.tdg.ch>



© Kyodo News

Situé à 40 kilomètres de la centrale nucléaire de Fukushima-Daiichi, le village d'Iitate, dans lequel elle habite, fait partie des toutes dernières communes évacuées. Keiko a jusqu'à la fin du mois pour déménager. Elle rejoindra alors le cortège des 100 000 personnes évacuées à cause de l'accident nucléaire qui s'est produit il y a deux mois, jour pour jour. Une partie de ces réfugiés a été relogée aux quatre coins de l'archipel. Ce sont eux qui ont pu être victimes de discrimination. Leur délit : un soupçon de radioactivité. Les cas se sont multipliés, à tel point que le porte-parole du gouvernement, l'omniprésent Yukio Edano, a été contraint d'expliquer que "la radioactivité n'est pas contagieuse comme les maladies infectieuses".

Le maire de Tsukuba, une ville de 200 000 habitants à une cinquantaine de kilomètres de Tokyo, a dû s'excuser parce que des fonctionnaires de sa commune demandaient systématiquement aux réfugiés en provenance de Fukushima de fournir une preuve de "non-radioactivité" ou de passer un test mis en place à l'entrée de beaucoup de centres de réfugiés. Kenichi Ichihara, le maire, a expliqué qu'il voulait s'assurer du bien-être des réfugiés mais a regretté la confusion que ces contrôles avaient provoquée. Certains hôtels ont refusé de loger les personnes venant de la région sinistrée, d'autres ont appelé les services administratifs pour savoir si leur hébergement ne présentait aucun danger.

Ci-dessus :
Des policiers sur un checkpoint
à Minamisoma, à 20 km de la
centrale de Fukushima, le 11 avril
2011. À droite, on peut lire "Entrée
interdite par la loi spéciale sur le
désastre nucléaire".

Colonne de droite :
Sur le panneau, on peut lire :
"Et qu'est-ce qui va se
passer après, Maman ?"



DR

La roulette nucléaire

Les accidents de Three Mile Island, de Tchernobyl et de Fukushima n'arrivent pas à ramener les humains à la raison. Quelle est l'ampleur de la catastrophe qui fera remettre véritablement en question la filière nucléaire ?

Les catastrophes récentes au Japon nous rappellent combien l'être humain est faible face aux forces de la nature et combien ses ambitions et ses illusions sont vaines lorsqu'elles sont confrontées au monde réel.

Maintenant que la poussière radioactive retombe, plusieurs souhaitent se vautrer dans le confort des explications rassurantes et des vœux pieux pour l'avenir. Malheureusement, les paroles humaines n'ont pas le pouvoir de modifier les lois de l'univers, mais uniquement celui de les camoufler.



© Manu Sureau - <http://manusureau.canalblog.com/>

Les déchets générés par une centrale nucléaire contiennent un large éventail d'éléments radioactifs, dont la demi-vie varie de quelques fractions de seconde à quelques milliards d'années. Lors de leur désintégration, les éléments radioactifs se transforment en d'autres substances qui sont souvent à leur tour radioactives. Les connaissances actuelles ne permettent d'envisager qu'une seule issue réaliste à cette spirale de création d'éléments radioactifs, et c'est d'attendre sagement la fin de l'existence de notre planète.

Les déchets nucléaires que nous avons produits jusqu'à maintenant feront donc partie pour toujours de l'histoire de l'homme et de toutes les autres espèces qui auront à vivre sur la Terre. Il est ridicule de prétendre qu'il est possible de gérer de manière sécuritaire des déchets radioactifs jusqu'à la fin de l'épopée terrestre. Ces substances toxiques seront donc inévitablement relâchées dans la nature un jour ou l'autre. D'une certaine manière, la récente catastrophe japonaise ne fait pas beaucoup plus qu'accélérer ce processus. Le vrai problème est que nous sommes personnellement confrontés à ce que nous souhaitons léguer hypocritement aux générations futures.

Qu'en est-il de la dangerosité de ces éléments radioactifs ? Encore une fois, il faut distinguer les discours rassurants de la réalité crue. Les autorités se plaisent à définir des seuils "sécuritaires"

au-dessous desquels elles annoncent que les doses de rayonnement absorbées ne comportent aucun risque pour la santé. Cette approche n'est toutefois pas basée sur les mécanismes réels d'interaction entre le rayonnement et les cellules vivantes. Elle repose plutôt sur l'idée qu'il est acceptable qu'un certain pourcentage de gens développe divers problèmes de santé après leur exposition à un rayonnement. Il s'agit en fait d'un risque bien réel, que l'on décide sciemment de faire assumer par la population.

Il faut comprendre que la nature se moque des lois et des normes édictées par l'homme. Les problèmes de santé liés à une exposition à un rayonnement résultent en fait de considérations probabilistes. À la limite, un seul photon gamma pourrait causer un cancer. Si on veut éliminer les risques, il faut donc tout simplement ne pas s'exposer à des rayonnements potentiellement dangereux.

Nous voilà donc en présence de déchets toxiques éternels qui causent préjudice à toutes les formes de vie. Ce constat n'est-il pas suffisant pour mettre un terme à la folie nucléaire humaine ? De toute évidence, non. Même les accidents de Three Mile Island, de Tchernobyl et de Fukushima Daiichi n'arrivent pas à nous ramener à la raison. Quelle est l'ampleur de la catastrophe qui fera remettre véritablement en question la filière nucléaire ? L'intelligence limitée de l'homme le condamne-t-il irrémédiablement à commettre les mêmes erreurs jusqu'à l'extinction définitive de sa propre espèce ?

Le barillet de notre revolver nucléaire compte encore plusieurs cartouches. Il reste à savoir qui sera devant le canon lors du prochain accident. Les autorités doivent déjà réfléchir aux justifications et aux paroles apaisantes qu'elles pourront resservir à la population après la catastrophe.

Arielle Deschênes

Source : La Presse, 22 mars 2011

Ci-dessous :
Une galerie du site d'Onkalo ("la cachette") en chantier en Finlande, où il est prévu d'enfouir en couche géologique profonde des déchets hautement radioactifs.



© Postiva

L'industrie nucléaire après Fukushima

La célèbre organisation américaine de recherche sur l'environnement, le **Worldwatch Institute**, vient de publier un important rapport, qui constitue, comme le dit plaisamment l'auteur de la préface, "un service public vital". L'expression n'est pas exagérée, tellement ce document en langue anglaise apporte une multitude de chiffres et d'analyses qui remettent en cause radicalement les grandes envolées de propagande sur la "renaissance nucléaire" si souvent colportées par la presse.

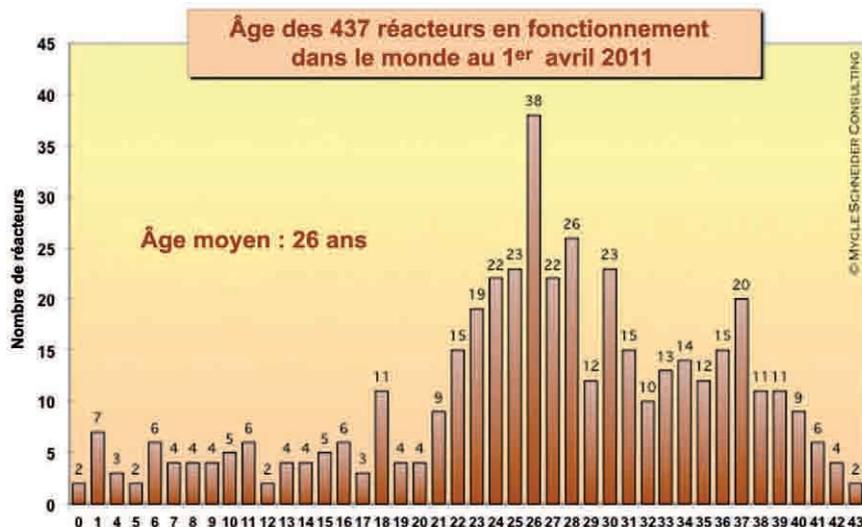
I : Nuclear Power in Post-Fukushima World (The World Nuclear Industry Status Report 2010-2011)
Mycle Schneider, Antony Froggatt, Steve Thomas, Worldwatch Institute
- Mycle Schneider Consulting - The Greens EFA. Téléchargeable sur www.sortirdunucleaire.org

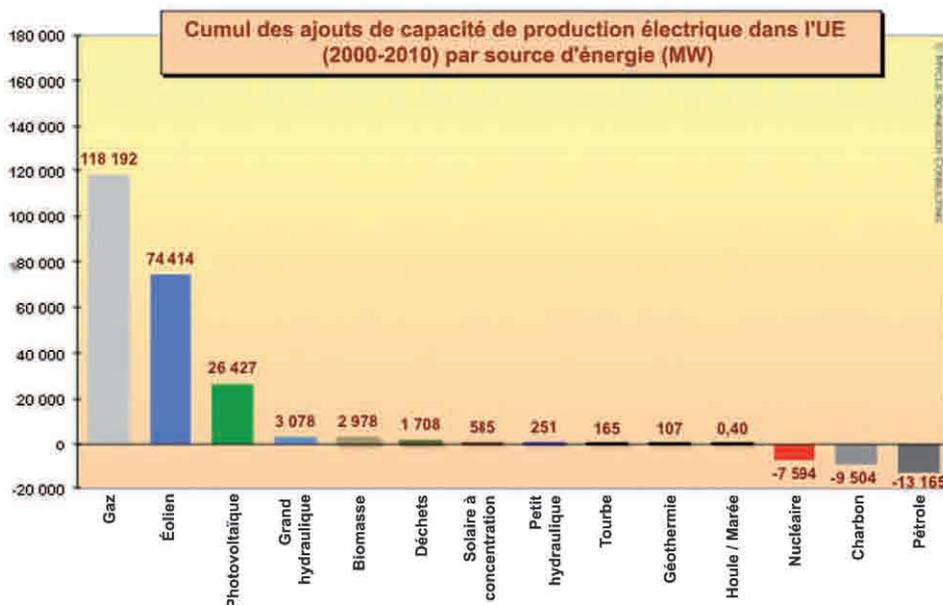
Le titre du rapport¹ dissimule en réalité un sous-titre bien connu : il s'agit en fait de l'édition 2010-2011 du Rapport sur l'état de l'industrie nucléaire dans le monde. Le premier de cette série date de 1992, il y a près de vingt ans. Pour cette version comme pour les plus récentes, Mycle Schneider a travaillé avec deux chercheurs anglais, Antony Froggatt et Steve Thomas. Le texte, dont la sortie était prévue à l'occasion des vingt-cinq ans de l'accident de Tchernobyl, ne peut bien sûr pas donner une vision complète de l'industrie nucléaire après Fukushima. Quelques pages font toutefois un tour d'horizon des réactions des responsables et du public dans un certain nombre de pays-clés pour l'avenir du nucléaire. Les auteurs insistent sur le fait que cet accident, qui est survenu "là où peu de gens s'y attendaient", dans un pays de très haut niveau technologique, a peut-être eu un impact encore plus profond que Tchernobyl. Les investisseurs, en particulier, ont été tétanisés par l'effondrement financier quasi-immédiat d'une des plus grandes compagnies électriques mondiales qui doit maintenant faire face à des pertes d'actifs et des demandes d'indemnisation de plusieurs dizaines de milliards d'euros.

Un déclin inexorable du nucléaire

Avec ses quelque 80 pages et ses centaines de notes, le rapport dresse tout d'abord un état des lieux froid et précis de l'industrie nucléaire. Au 1^{er} avril 2011, il y avait 437 réacteurs nucléaires en fonctionnement dans le monde alors qu'on en dénombrait 444 en 2002 et 424 en 1989, il y a plus de vingt ans, ce qui traduit une quasi-stagnation sur cette période. En 2009, au niveau mondial, les centrales ont produit 2 558 térawatt-heures, soit 2 % de moins que l'année précédente. Ce déclin de l'énergie nucléaire est confirmé par le fait qu'il a représenté cette même année 13 % de la production électrique mondiale et seulement 5,5 % de l'énergie commerciale primaire. Au citoyen français qui se demande souvent s'il existe une vie en dehors du nucléaire, il n'est pas inutile de rappeler que seulement 30 pays dans le monde ont une production d'électricité nucléaire, dont six d'entre eux (France, Allemagne, Corée du Sud, États-Unis, Russie et Japon) représentaient 73 % de la production totale en 2009. Si l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dénombre 64 réacteurs en construction dans 14 pays, il faut aussi relever qu'environ les trois quarts de ces projets (47) concernent quatre pays seulement (Chine, Inde, Russie et Corée du Sud).

À l'inverse l'âge moyen du parc de réacteurs est de 26 ans, 16 d'entre eux ont plus de 40 ans, et 16 autres ont entre 30 et 40 ans. En moyenne, les installations déjà fermées n'avaient fonctionné que 22 ans. Les premiers débats autour des causes de l'accident de Fukushima laissent penser que les industriels auront des difficultés pour obtenir un allongement très important de la durée de vie des réacteurs. Les auteurs du rapport retiennent donc une durée de vie moyenne de 40 ans pour faire une projection du parc mondial à différentes échéances. À court et moyen terme, sans même prendre l'impact quasi-certain de Fukushima sur le programme allemand et son influence probable dans de nombreux autres pays, la conclusion est sans appel : "Étant donné les délais de construction [des nouveaux réacteurs], qui peuvent atteindre 10 ans ou plus, il sera pratiquement impossible de maintenir, sans parler même d'augmenter, le nombre de réacteurs nucléaires en fonctionnement au cours des 20 ans qui viennent."





Une progression constante des renouvelables

Le dossier économique pèse évidemment très lourd dans cette évolution internationale. Lorsque les réacteurs de Génération III+ ont été mis en avant il y a un peu plus d'une dizaine d'années, leurs promoteurs envisageaient un coût d'environ 1000 \$ par kW installé pour des installations vantées comme plus sûres. Actuellement les estimations sont fréquemment six fois supérieures, et les chantiers des EPR d'Olkiluoto et Flamanville sont là pour attester de la réalité de cette dérive des coûts. Là encore, le constat est cruel. Même le pays qui a investi le plus massivement dans le nucléaire, la France, n'a pas réussi à avoir une courbe d'apprentissage (un abaissement du coût unitaire) au fur et à mesure du développement de son programme. Si les auteurs du rapport font ressortir les facteurs les plus importants dans le coût du nucléaire, ils ne retiennent pas une explication unique à cette énorme augmentation. À l'évidence, les accidents de Three Mile Island (1979) et Tchernobyl (1986) ainsi que l'attentat du World Trade Center (11 septembre 2001) ont obligé à de profondes révisions des normes de sûreté nucléaire, qui ne sont en fait jamais stabilisées. Il y a fort à parier que la catastrophe de Fukushima obligera, elle aussi, à des remises en cause fondamentales.

Alors que le Japon devait fermer dans l'urgence onze réacteurs nucléaires, l'annonce par les producteurs éoliens nippons qu'aucun dommage n'avait été signalé sur leurs installations à la suite du tremblement de terre et du tsunami, apparaît comme un puissant symbole. Les investissements dans les énergies renouvelables progressent de manière impressionnante dans le monde entier. En 2010, 151 milliards de dollars de fonds privés ont été investis dans les énergies renouvelables (compte non tenu du grand hydraulique). En termes de capacité, ces dernières ont déjà dépassé le nucléaire, et dans quelques années elles vont le dépasser en termes de production. Le contraste est saisissant avec le nucléaire qui continue à engloutir l'essentiel des subventions publiques en

matière énergétique dans de nombreux pays. Ainsi, au cours de leurs 15 premières années, le nucléaire et l'éolien ont produit une quantité à peu près équivalente d'énergie aux États-Unis mais les subventions pour l'atome ont été quarante fois plus importantes que pour l'éolien.

La courbe d'apprentissage fonctionne à plein pour l'éolien et le solaire et des filières industrielles se sont développées pour fabriquer des aérogénérateurs et des panneaux photovoltaïques en grandes séries, tirant les coûts d'investissement et de production vers le bas. À tel point que deux chercheurs américains ont estimé que 2010 représentait un croisement historique entre le nucléaire et le solaire : le coût du kWh solaire devient inférieur à celui du nucléaire.

Les partisans du nucléaire font valoir que toutes les productions électriques ne se valent pas et que seuls des grands moyens de production centralisés, nucléaires ou fossiles, permettent d'assurer la sécurité d'approvisionnement du réseau électrique. Dans sa préface au Rapport sur l'état de l'industrie nucléaire, le chercheur Amory Lovins (l'inventeur du concept de négawatt) fait remarquer que toutes les installations peuvent connaître des défaillances. Dans le cas du nucléaire, il faut parfois retirer précipitamment du réseau plusieurs milliers de mégawatts. La mise en place d'une multitude de sources d'énergies renouvelables, regroupées au sein de microréseaux, peut en fait augmenter la sécurité du réseau. On constate dans le domaine énergétique une évolution tout à fait comparable à la révolution d'Internet dans le domaine informatique.

Pour les auteurs du rapport, l'analyse de ces bilans et de ces tendances de l'industrie nucléaire permet de déceler clairement les indices du déclin de l'atome. Les suites du dramatique accident de Fukushima laissent supposer que ce déclin est en train de se transformer en une sortie concrète du nucléaire, inavouée mais néanmoins tangible.

Jean-Luc Thierry

Vite, des infos !

Allemagne : sortie en 2022 et progression continue des renouvelables

En Allemagne, la catastrophe de Fukushima et les mises en garde des écologistes ont été prises au sérieux par les autorités. En attendant les fameux "stress tests" destinés à passer au crible les défauts des centrales – des tests qui, selon les dires de certains, seront conçus de telle manière qu'aucun des réacteurs allemands arrêtés ne soit autorisé à fonctionner de nouveau – la chancelière Angela Merkel a décidé à la mi-mars d'un moratoire de trois mois pour les réacteurs entrés en fonctionnement avant 1980, soit 8 sur 17.



© Compact.de / Chris Grodzki

Ci-dessus :
"Des voisins trop dangereux :
Fermons les centrales !"

Pendant quelque temps, les Allemands ont ainsi eu un avant-goût d'une sortie quasi-complète. À partir du 21 mai, entre ces réacteurs à l'arrêt provisoire, ceux concernés par des travaux de maintenance et le réacteur de Krümmel toujours en panne, il ne restait plus que 4 réacteurs connectés au réseau ! Et début juin, le gouvernement a décidé que l'Allemagne sortira du nucléaire en 2022.

Pendant ce temps, les énergies renouvelables poursuivent leur progression discrète mais soutenue. Elles représentent désormais environ 11 % de la consommation d'énergie finale allemande, et couvrent près de 17 % des besoins en électricité (contre 22 % pour le nucléaire en temps normal). Selon l'Agence des Energies Renouvelables allemande, elles pourraient même assurer 47 % des besoins en électricité d'ici 2020 ! En Allemagne, la branche des renouvelables s'impose désormais comme acteur économique incontournable : en 2010, elle employait 370 000 personnes... à comparer avec les 30 000 actifs dans le nucléaire.

La Suisse s'engage dans la sortie du nucléaire

Le 25 mai, le gouvernement suisse (le Conseil fédéral) a décidé d'engager le pays sur la voie de la sortie du nucléaire, à échéance 2034. Les centrales nucléaires helvètes seront mises à l'arrêt à la fin de

leur durée d'exploitation (pas d'arrêt anticipé) et ne seront pas remplacées. Afin de garantir la sécurité d'approvisionnement, le Conseil fédéral table, dans le contexte de sa nouvelle stratégie énergétique 2050, sur des économies accrues (efficacité énergétique), sur le développement de la force hydraulique et des nouvelles énergies renouvelables et, au besoin, sur la production d'électricité à base de combustible fossile (installations de couplage chaleur-force, centrales à gaz à cycle combiné) ainsi que sur les importations. Le Conseil fédéral va soumettre cette nouvelle stratégie énergétique au Parlement helvète cet été.

Japon : un banquier crée une fondation pour la sortie du nucléaire

Le 20 avril 2011, M. Masayoshi Son, président de la Softbank et l'homme le plus riche du Japon, a annoncé la création de la "Fondation des énergies naturelles" au cours d'une réunion du Parti Démocratique Japonais. M. Son fait don d'un milliard de yens (8,3 millions d'euros) pour la création de cette fondation, dont le but est la sortie du nucléaire. Elle se propose d'inviter les cent meilleurs spécialistes du monde afin de publier les résultats de leurs recherches sur les énergies naturelles et de les inclure dans la nouvelle politique de l'énergie.

M. Son a présenté un exemple concret de reconstruction, le "concept de la ceinture solaire du Japon de l'est". Le plan est de construire des installations de production d'électricité par la force du soleil et du vent dans les régions qui ont été dévastées par le tsunami. Comme les terres ne peuvent plus être cultivées en raison de la salinisation, ce plan permettrait non seulement de produire de l'énergie mais aussi de créer des emplois.



DR

Masayoshi Son, créateur de la nouvelle Fondation pour les énergies naturelles.

La région Nord-Pas de Calais pour la sortie du nucléaire

Extraits de la motion adoptée le 14 avril par le conseil régional du Nord-Pas de Calais, à l'instigation des élus Europe-Écologie-Les Verts :

Ci-dessous :
Doris Leuthard, membre du
Conseil fédéral helvète, annonce
la décision de sortie du nucléaire.



DR

"[...] La région Nord-Pas de Calais, l'une des plus urbanisées de France, est concernée car elle présente sur son territoire la plus importante centrale nucléaire d'Europe à Gravelines, située en bord de mer et à proximité de sites industriels classés Seveso." Le Conseil régional considère fondamentale pour son action "l'indispensable transition énergétique qui doit nous conduire vers un monde dans lequel la satisfaction de nos besoins en énergie ne dépende plus du nucléaire et des énergies fossiles (gaz non conventionnel, pétrole...). [...] Nous demandons donc que soit élaborée une sortie progressive du nucléaire."

La région ajoute souhaiter "le développement massif des économies d'énergie et des énergies renouvelables, un bouquet énergétique adapté aux besoins des habitants du Nord-Pas de Calais, qui concilie respect de l'environnement et sécurité des populations, satisfaction des besoins et réduction de notre consommation", ainsi que "la montée en puissance des branches industrielles dédiées aux énergies renouvelables et au démantèlement des centrales nucléaires".

Référendum : 98 % contre la construction d'une centrale en Sardaigne

Avant Fukushima, Silvio Berlusconi avait envisagé d'installer huit centrales nucléaires à travers l'Italie à partir de 2014. Dans le décret publié alors par le gouvernement, la Sardaigne (située à 19 km de la Corse) avait été retenue pour implanter une centrale. À l'initiative des indépendantistes de Sardegna Nazione, un comité d'opposants a été créé, recueillant assez de signatures pour imposer à la région l'organisation d'un référendum local d'initiative populaire. Son avis n'est que consultatif... mais le 15 mai, 98 % des votants (60 % des inscrits sur les listes électorales ont voté) ont dit "non" au projet. Le président de la région, Ugo Capellacci, qui est pourtant un proche de Berlusconi, a lui-même affirmé sa farouche opposition. Les Sardes s'étaient déjà mobilisés avec succès pour obtenir le départ de la base américaine de sous-marins nucléaires de La Maddalena. Un décret fourre-tout de confiance au gouvernement Berlusconi, prévoyant notamment le gel temporaire des projets nucléaires italiens, a été voté en mai, mais la situation sera "réévaluée" d'ici un à deux ans...



DR
Les Sardes mobilisés lors du référendum sur la construction d'une centrale nucléaire sur l'île.

Même en Chine, l'éolien devance largement le nucléaire

Même en Chine, l'un des pays qui continue à développer l'atome malgré Fukushima, l'éolien a déjà pris une énorme avance sur le nucléaire. La capacité éolienne totale, qui a doublé chaque année depuis déjà plusieurs années, en est à 44,7 GW fin 2010. Cette capacité devrait atteindre 200 GW d'ici 2020, d'après le rapport "China Wind Power Outlook 2010". En comparaison, la puissance nucléaire est ridicule : 10,06 GW d'énergie déjà installés, qui n'augmenteraient "que" de 27 GW si toutes les centrales nucléaires actuellement prévues sont vraiment construites — ce qui est loin d'être assuré.

(source : The Nation, 18/04/11)



Fousse-magne, une commune en transition énergétique !

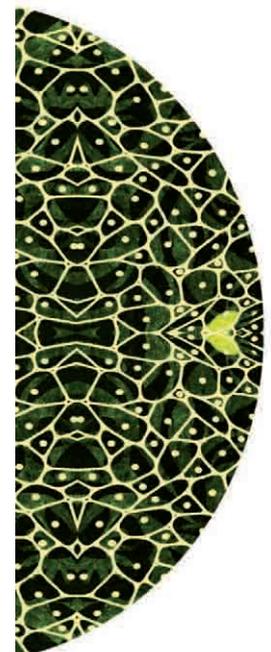
La commune de Fousse-magne, qui abrite 934 habitants dans le Territoire de Belfort, a largement engagé sa transition énergétique. Bûche, solaire, géothermie, elle fait feu de tout bois pour en finir avec les fossiles. En 2004, elle est une des premières à aider ses habitants à choisir les énergies renouvelables (de 150 à 300 € selon l'appareil). En 2005 puis 2007, elle dote ses bâtiments communaux et l'école — préalablement isolée — de chaudières à bois, pour remplacer le fioul et les convecteurs électriques. En 2009 puis 2010, les toits du groupe scolaire et de la salle des fêtes accueillent 50 kWc de solaire photovoltaïque. Des horloges coupent l'éclairage public de 23h30 à 5h30, diminuant de moitié la consommation de ce poste. Au total, la commune produit 38 % de son électricité. On se demande bien pourquoi la France n'a pas été capable d'atteindre cette année les 21 % auxquels elle s'était engagée en 2001... Plus d'info : www.fousse-magne.com

(source : La Maison écologique, n°59)

Copier la photosynthèse pour produire de l'énergie décentralisée

L'équipe de recherche du chimiste Daniel Nocera, du Massachusetts Institute of Technology a présenté en mars 2011 une cellule solaire de la taille d'une carte de poker qui imite le processus de photosynthèse que les plantes vertes utilisent pour convertir la lumière du soleil et de l'eau en énergie.

Placé dans un seul gallon d'eau — soit environ 3,78 litres — en plein soleil, le dispositif pourrait produire suffisamment d'électricité pour alimenter une maison dans un pays en développement pour une journée. Il le fait par la séparation de l'eau en ses deux composantes, l'hydrogène et l'oxygène. Les gaz d'hydrogène et d'oxygène seraient stockés dans une pile à combustible, qui utilise ces deux matériaux pour produire de l'électricité, située sur le dessus de la maison ou à côté d'elle.



La "feuille artificielle" n'est pas un concept nouveau. Mais cette nouvelle version, contrairement à la précédente développée il y a 10 ans, est composée de matériaux peu coûteux qui sont largement disponibles, fonctionne dans des conditions simples et est très stable. Cette avancée est liée à la découverte de catalyseurs peu coûteux, en nickel et en cobalt, qui sont capables de diviser efficacement l'eau dans ses deux composantes, l'hydrogène et l'oxygène, dans des conditions simples.

À l'heure actuelle, la feuille de Nocera est environ dix fois plus efficace que la photosynthèse d'une feuille naturelle. Le chimiste pense pouvoir encore accroître son efficacité. Selon lui, "la feuille artificielle apparaît particulièrement prometteuse comme source peu coûteuse d'électricité pour les habitations dans les pays en développement. Notre objectif est de faire de chaque maison sa propre centrale électrique".

(source : www.ressources-et-environnement.com)

Test grandeur nature : prévenir une population en cas d'accident nucléaire

Villeurbanne, ville de 110 000 habitants à l'est de Lyon et à 30 km de la centrale nucléaire du Bugey, a voulu tester la possibilité d'alerter rapidement sa population en cas d'accident.

Le mercredi 13 avril, en fin d'après-midi, la mairie a fait appeler par un automate l'ensemble des téléphones de la ville. Cela a été réalisé en seulement une heure, mais sur 56 599 appels, seuls 27 470 personnes ont répondu (48,5%). À la fin du message, il était demandé d'appuyer sur la touche 1 pour vérifier qui avait écouté jusqu'au bout... et là seulement 7889 personnes l'ont fait (14%). Combien auraient répondu à 3h du matin ? Combien auraient accepté de partir de chez eux immédiatement en cas de nuage radioactif ?

(source : Le Progrès, 15/04/11)

Voilà comment doivent travailler les sous-traitants du nucléaire...

Anecdote rapportée par Alain de Halleux, réalisateur du documentaire "Nucléaire : rien à signaler". Un sous-traitant lui raconte: "On est vendredi midi. En plein arrêt de tranche (c'est-à-dire le moment où l'on arrête le réacteur pour en faire la maintenance et changer le combustible), le chef arrive et nous dit qu'on a 100 soudures à faire pour 17h. On sait bien que c'est impossible. On le lui dit. Lui, il répond qu'il n'en a rien à foutre et qu'il faut le faire, qu'on n'a pas le choix. Puis il se tire. Alors qu'est-ce qu'on fait ? Si on n'a pas fini le boulot, on va se faire engueuler car on aura mis en retard toutes les autres équipes qui passent après nous. Alors, y'en a un qui une idée. Et si on faisait

tranquillement UNE soudure, puis on prend cent clichés de cette soudure nickel et on leur remet tout ça vers 17h." La supercherie a été découverte un an plus tard... En attendant, 99 soudures n'ont pas été réparées !

(source : www.arte.tv)



© Claude Dubout / LefebvreIngenieur.com

Des stagiaires pour vérifier le chantier de l'EPR finlandais

À qui fait-on appel en France pour contrôler les soudures du réacteur EPR en Finlande ? À des stagiaires. Extrait de la proposition de stage :

VIE Inspection équipements nucléaires Finlande (H-F) (Réf: SCA11051603)

Fonction : Ingénieur spécialiste

Spécialisation : Équipement sous pression

Type de contrat : Stage

Niveau d'études minimum requis : Bac+5

Niveau d'expérience minimum requis : Débutant

[...] Bureau Veritas est le deuxième groupe mondial de services d'évaluation de la conformité et de certification en matière de qualité, d'hygiène-santé, de sécurité, d'environnement et de responsabilité sociale. Rejoignez aujourd'hui un groupe reconnu pour son excellence technique pluridisciplinaire, sa qualité de service et son engagement éthique pour le développement durable.

Au sein de notre direction Industrie vous intervenerez auprès de notre bureau implanté en Finlande sur le projet de l'EPR. Vous exécuterez ou prendrez en charge des missions d'inspection et de suivi de

fabrication sur des éléments de tuyauterie et équipements sous pressions : contrôle soudage, contrôle visuel des équipements, épreuves hydrauliques, vérification conformité documentaire...

Vous représentez Bureau Veritas en tant qu'organisme tiers indépendant, l'organisme de contrôle de sûreté nucléaire finlandais (STUK) en tant qu'organisme habilité ou notre client exploitant TVO lorsque mandaté par lui. [...]

Le spam informatique, un fléau... énergétique

Qui n'est pas dérangé par ces messages informatiques non sollicités, qu'on appelle le "spam" ? Toute personne disposant d'un e-mail connaît bien ce problème. Mais on sait fort peu que le spam constitue environ 90 % du trafic mondial d'e-mails, et représente un énorme gaspillage d'énergie. Ainsi, lors d'une conférence de l'organisme Signal Spam en octobre 2010, Nathalie Kosciusko-Morizet, qui était alors ministre de l'Économie numérique, a déclaré que le spam est coûteux en ressources énergétiques avec une consommation de 33 TWh, soit la consommation en électricité de 2,4 millions de foyers américains.

(source : <http://www.email-way.com/>)



© Fotolia - LeoLimbang

Le foot sponsorisé par Areva ? Ça ne passe pas !

Depuis Fukushima, des supporters du club allemand de Nüremberg réclament la remise en question du partenariat du club avec Areva. "Depuis ce qui est arrivé à Fukushima, le point de non-retour est atteint, il faut agir, a ainsi déclaré un supporter de l'équipe allemande. Nous sommes conscients que nous ne pourrions pas mettre un terme au contrat actuel, mais nous espérons au moins qu'il ne sera pas prolongé." Une dizaine de supporters "anti-nucléaires" ont manifesté mi-avril devant le siège du club. Depuis 2008, le nom du groupe français figure sur le maillot de l'actuel sixième de Bundesliga. Areva s'est engagé à verser trois millions d'euros pour ce parrainage jusqu'en 2012.

(source : www.francefootball.fr, 21/04/11)



© AFP

Philippines : les touristes pourront visiter une centrale nucléaire

L'unique centrale nucléaire des Philippines, construite à grands frais il y a une trentaine d'années mais jamais utilisée, va être ouverte aux touristes, curieux de visiter un tel endroit après la catastrophe de Fukushima au Japon, ont indiqué début mai les autorités du pays.

Selon Ronald Tiotuico, directeur du tourisme de cette région, à l'ouest de Manille, "ce sera une expérience éducative. On peut voir toutes les machines, tout l'équipement et comprendre ce qui s'est passé dans la centrale de Fukushima au Japon et pourquoi cela n'arrivera pas à la centrale de Bataan".

Et pour cause, celle-ci n'a jamais fonctionné depuis sa construction en 1984, pour un coût de 2,3 milliards de dollars. La centrale, d'une puissance théorique de 620 MW, avait été construite sous la présidence de Ferdinand Marcos. Après son renversement en 1986, la présidente Corazon Aquino avait refusé de la mettre en route, en raison de doutes sérieux sur la sûreté, puisque la centrale a été construite près d'une faille sismique et d'un volcan actif. Alors même qu'elle n'a jamais servi, sa maintenance coûte chaque année des millions de dollars au gouvernement philippin.

(source : AFP, 11/05/11)



Ci-dessus : La centrale de Bataan, aux Philippines, n'a jamais été mise en marche.

Sortir du nucléaire, c'est possible !

Avec la catastrophe de Fukushima, la question de la sortie du nucléaire se fait de plus en plus urgente. En quelques années ou en quelques décennies, c'est possible... tout est affaire de volonté politique !

1 : Scénario mondial du WWF The Energy Report/100 % Renewable Energy by 2050; scénario européen de European Renewable Energy Council Re-thinking 2050: a 100 % Renewable Energy Vision for the European Union...

2 : Les différents groupes qui composent le Réseau "Sortir du nucléaire" offrent une grande diversité de points de vue, de la sortie en urgence à une transition étalée sur plusieurs décennies, tous fédérés autour de l'objectif d'une décision immédiate de sortie du nucléaire. C'est pourquoi nous ne proposons pas un scénario officiel et nous attachons à faire connaître à tous les champs des possibles, en incitant chacun à se saisir du sujet.

Il y a encore quelques semaines, la sortie du nucléaire était classée parmi les souhaits de doux rêveurs et vite balayée à coup d'idées reçues: "Pas question de revenir à la bougie", "Et notre indépendance énergétique?", "Vous voulez donc couvrir tous les littoraux d'éoliennes?". Mais la catastrophe de Fukushima a changé la donne et cette "utopie" est maintenant regardée avec intérêt. Comment s'y prendre? En combien de temps? Au prix de quels changements sociaux? A toutes ces questions, nous ne prétendons pas apporter de réponses tranchées, mais des pistes qui ont fait l'objet de nombreuses réflexions pour nourrir un débat qui, pour l'ensemble des Français, ne fait que commencer.

Et si demain, on faisait le choix d'arrêter le nucléaire ?

Imaginons... Nos dirigeants deviennent enfin raisonnables et décident que le risque nucléaire n'est plus supportable. Que se passerait-il ?

Il est évident qu'on ne peut pas sortir du nucléaire du jour au lendemain: coincée depuis des décennies dans l'impasse atomique, la France en reste tributaire pour plus de 75 % de son électricité (même si, au final, cela ne représente que 16 % de l'énergie que nous consommons!). C'est un énorme chantier qu'il faudra alors commencer. Il ne s'agit pas seulement de planifier quelles centrales doivent être arrêtées au plus vite et comment prévoir la transition énergétique, mais surtout de révolutionner la gouvernance de l'énergie. Mettre fin au règne absolu du corps des Mines, ce petit cénacle d'ingénieurs qui fait la pluie et le beau temps dans la programmation énergétique, pour soumettre enfin les projets au contrôle démocratique. Relocaliser la production et la consommation d'électricité. Permettre à tous de se réappropriier la question de l'énergie. Vaste programme!

La sortie du nucléaire ne peut en effet reposer seulement sur des décisions étatiques ou des petits écogestes individuels. Des collectivités aux entreprises, en passant par les citoyens, tout le monde devra y prendre part.

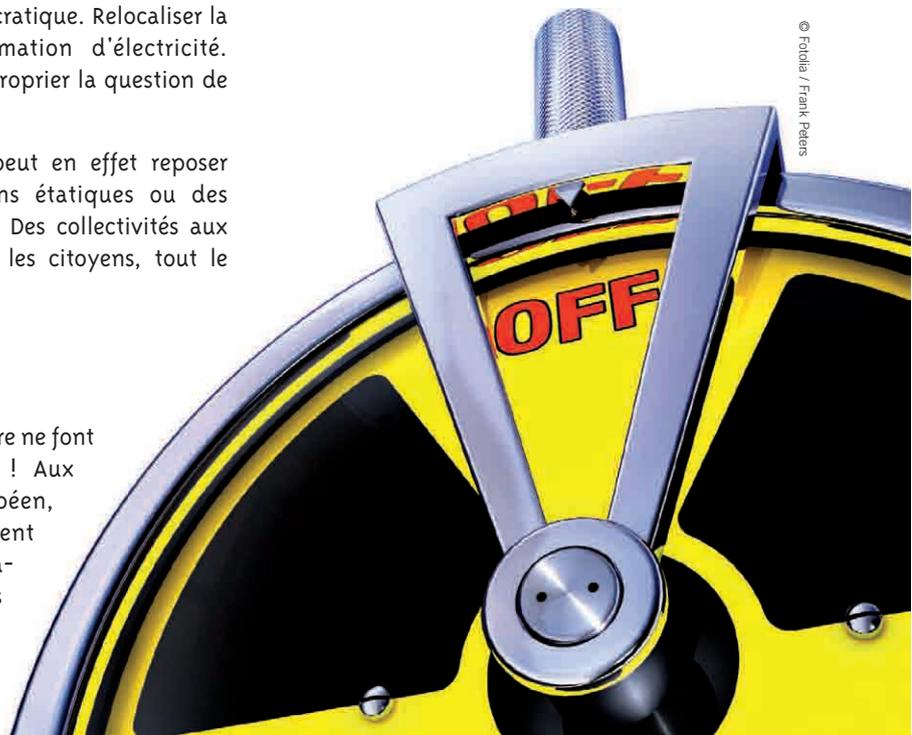
Différents scénarios, une même démarche

Les plans de sortie du nucléaire ne font pas défaut, heureusement ! Aux niveaux mondial et européen, plusieurs études promettent déjà un futur 100 % renouvelable¹. Et en France, différents

scénarios proposent une sortie de l'atome dans des délais variant de quelques années à quelques décennies². Le Réseau "Sortir du nucléaire" a ainsi publié en 2007 deux scénarios étudiant les modalités d'une sortie rapide du nucléaire, respectivement en cinq et dix ans. L'association Négawatt, qui regroupe des experts en énergie, a sorti en 2006 une étude de planification énergétique où le dernier réacteur nucléaire disparaît en 2040. Une nouvelle version est en cours d'élaboration, qui devrait viser des objectifs plus ambitieux.

Au niveau régional, d'autres travaux prouvent que le recours à l'atome n'est pas une fatalité. L'étude Courant alternatif pour le Grand Ouest, réalisée par le bureau d'études Les 7 vents du Cotentin, a démontré qu'à coût égal les alternatives pourraient assurer l'approvisionnement en énergie deux fois mieux que le réacteur EPR en construction à Flamanville. Le Projet Alter Breton, rédigé en 1979 par le PSU Bretagne et remis à jour en 2009 par l'Union démocratique bretonne, propose de se libérer à la fois du pétrole et du nucléaire. Et en Nord-Pas-de-Calais, l'association Virage Energie a démontré que, dans une région fortement peuplée et industrialisée, on pouvait se passer des six réacteurs de la centrale de Gravelines d'ici à 2030 tout en divisant par quatre les émissions de CO₂. D'autres collectifs de citoyens préparent des études similaires en Pays de la Loire et en Île-de-France.

Dans leur diversité, ces scénarios montrent que le plus gros enjeu n'est pas technique, mais bien affaire de volonté politique: quelles priorités, quels choix industriels fixerons-nous ? Quel modèle de développement souhaiterions-nous plébisciter ?



© Fotolia / Frank Peters

Quels que soient les scénarios évoqués, il n'est question ni de "revenir à la bougie", ni de parier sur une découverte providentielle. Tous reposent sur des technologies existantes et éprouvées (mais néanmoins en progrès constant !), et sur une trilogie popularisée par l'association Négawatt : sobriété, efficacité énergétique, développement des énergies renouvelables.

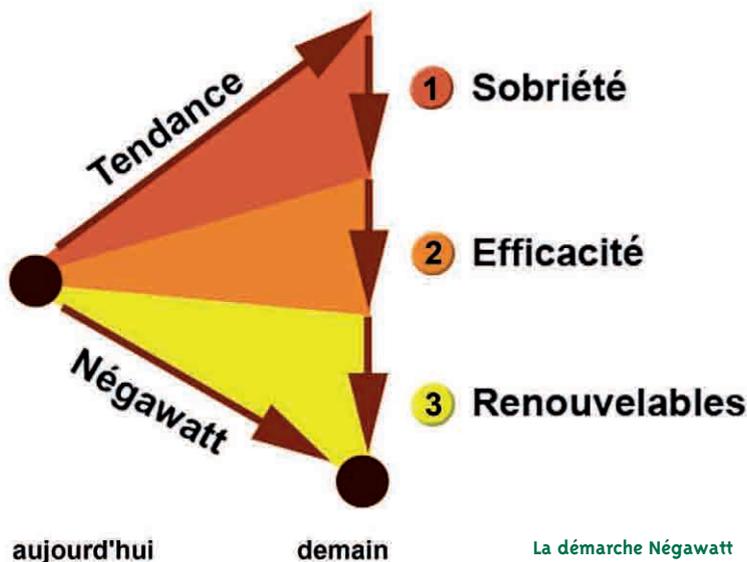
Économiser l'énergie : un changement culturel indispensable...

En effet, avant de s'interroger sur comment produire de l'électricité, il faut d'abord adopter le réflexe "comment en utiliser moins ?". Pas question de remplacer notre surconsommation nucléaire par une consommation équivalente de gaz, de solaire ou de quelque énergie que ce soit !

Toutefois, la sobriété peut aussi être comprise dans un sens plus radical, en questionnant non plus le dimensionnement ou le mode d'utilisation de certains biens, mais leur bien-fondé lui-même au regard de l'impact de leur consommation d'énergie. Pour être subjectives, ces réflexions n'en sont pas moins légitimes. Par exemple, a-t-on besoin des écrans publicitaires vidéo qui fleurissent dans le métro parisien, consommant chacun en un an plus que trois foyers français ? En poussant la réflexion plus loin, on peut aussi juger qu'assurer en continu la production de certains secteurs fortement consommateurs est discutable au regard de la nécessité de sortir du nucléaire au plus vite. Ainsi, dans les scénarios de sortie rapide, on réserve la possibilité d'effectuer des délestages temporaires des industries les plus énergivores, comme celle de l'aluminium.

De manière concrète, la promotion de la sobriété énergétique pourrait aussi se traduire par l'introduction d'une tarification progressive de l'énergie. Il s'agirait de fournir à tous à un prix abordable une quantité d'électricité correspondant aux besoins "de base" (notion à définir de manière collective), et d'augmenter progressivement le prix pour tous les kWh consommés au-delà de ce seuil. Assortie à des aides pour s'équiper d'équipements économes, cette mesure pourrait permettre d'inciter aux comportements vertueux sans pénaliser les ménages les plus modestes.

Si la sobriété ouvre la voie à de nombreux débats, l'efficacité énergétique, deuxième volet de la trilogie Négawatt, fait relativement consensus. Elle permet, grâce à des réponses techniques souvent simples, de réaliser des économies considérables d'énergie (et d'argent !), pour répondre aux mêmes besoins en utilisant moins d'énergie. Isolation des bâtiments, mise en place de normes basse consommation ambitieuses pour les appareils électriques, rénovation de l'éclairage public 3... les exemples ne manquent pas. Il s'agit également d'éviter d'utiliser de l'électricité là où son usage est totalement inapproprié, en particulier pour la production de chaleur. Le chauffage électrique, qui consomme



chaque année l'équivalent de la production de plus de dix réacteurs nucléaires, constitue l'aberration par excellence, et son bannissement figure dans tous les scénarios. Enfin, plusieurs mesures d'efficacité énergétique seront directement induites par le renoncement au nucléaire : réduire les pertes en passant d'un réseau de lignes à haute tension à une production décentralisée proche des lieux de consommation, et mettre fin à l'autoconsommation de la filière elle-même 4.

Quelles énergies de substitution ?

Une fois nos besoins en énergie significativement réduits, les scénarios de sortie du nucléaire prévoient évidemment le développement de nouvelles sources d'énergie.

Les énergies fossiles sont certes amenées à jouer un rôle, en particulier dans les plans de sortie rapide. Pour autant, il n'est pas question de faire exploser nos émissions de gaz à effet de serre. On préconise alors le recours aux énergies les moins polluantes possible, amenant à privilégier le gaz 5 au charbon et au fioul, et à recourir autant que possible à la cogénération 6. Enfin, tous les scénarios intègrent une compensation des émissions de gaz à effet de serre générées par la combustion d'énergies fossiles. Surtout, tous les scénarios ont pour horizon une

3 : L'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) estime que les communes peuvent réaliser jusqu'à 40 % d'économies sur l'éclairage public.

4 : Il faut deux réacteurs nucléaires pour faire fonctionner l'ensemble du parc français, en particulier pour l'enrichissement de l'uranium.

5 : Bien évidemment, il ne saurait être question de recourir aux gaz de schiste, contre l'utilisation desquels le Réseau "Sortir du nucléaire" a officiellement pris position.

6 : Production conjointe de chaleur et d'électricité, qui permet d'augmenter considérablement les rendements.

Pour aller plus loin

- ◆ Nucléaire, comment en sortir ? Étude sur des sorties du nucléaire en 5 et 10 ans. Étude réalisée par le Réseau "Sortir du nucléaire", 2007, 92 pages. À commander ou télécharger sur www.sortirdunucleaire.org.
- ◆ Scénario Négawatt 2006. Pour un avenir énergétique sobre, efficace et renouvelable. Synthèse de l'étude téléchargeable sur www.negawatt.org.
- ◆ Énergies d'avenir en Nord-Pas-de-Calais. Étude réalisée par l'association Virage Énergie en Nord-Pas-de-Calais, 2008, 250 pages. À commander ou télécharger sur www.sortirdunucleaire.org

production électrique reposant quasi exclusivement sur les énergies renouvelables. Fini la monoculture énergétique, parions sur la diversité des alternatives : solaire thermique, photovoltaïque, éolien..., mais aussi bois, biogaz obtenu par fermentation des déchets, géothermie, force des vagues et de la houle, petit hydraulique... Certaines d'entre elles sont intermittentes, mais toutes ne font jamais défaut en même temps sur un territoire aussi large que la France, pour peu que des réseaux électriques adaptés puissent être installés. Bien évidemment, il s'agit de privilégier, pour chaque région, les énergies qui sont les plus adaptées aux besoins et à la géographie des territoires. Au final, il n'est pas nécessaire de couvrir la France de panneaux photovoltaïques, ni de planter des éoliennes tous les 300 mètres !

Pas question de s'éclairer à la bougie !

La sobriété commence par une réflexion pour hiérarchiser nos besoins et consommations, et distinguer le nécessaire du superflu. Pas question de vivre dans le noir ou de renoncer à se chauffer : il ne s'agit pas d'aller vers l'austérité généralisée, mais plutôt de raisonner en termes de dimensionnement plus approprié, de mutualisation, de partage. Des logements plus petits, des équipements partagés permettent ainsi de réduire les gaspillages. Bien évidemment, cela nécessite une incontournable évolution culturelle, qui ne peut se décréter.

Sortir du nucléaire pour une vie meilleure

Sortir du nucléaire, c'est donc possible... et on a tout à y gagner ! Outre la disparition du risque actif, les différents scénarios de sortie offrent aussi des pistes pour faire face à la crise économique. Ainsi, les nombreux chantiers à impulser se traduiront par la montée en puissance de nouveaux secteurs (construction et rénovation écologique, énergies renouvelables, entretien des forêts)... et la création de nombreux emplois de qualité, sans risques pour les travailleurs, répartis sur tout le territoire et non délocalisables. En faisant la somme des disparitions et des créations, l'association Négawatt table ainsi sur près de 700 000 nouveaux emplois !

Et enfin, sortir du nucléaire, c'est aussi aller vers une France moins prédatrice. Les conflits liés à l'énergie sont légion, mais qui imaginerait une guerre pour s'approprier le soleil ou le vent ?

Charlotte Mijeon

Le nucléaire ET la bougie...



© Philippe Caza / <http://philippe-caza.blogspot.com/>

Le pari de l'éolien collectif

Passer du rêve d'un parc éolien collectif à la réalité était un vrai défi. Mais l'aventure de groupe que cette folle idée a fait naître est passionnante. Retour sur un marathon initié par une poignée de passionnés et rallié par plus de 200 personnes.



© Fotolia

Au départ, il y a Michel Leclercq, prof de dessin retraité, Éric et Laure Vaillant, maraîchers dans le pays de Redon. Écolos, tous les trois, ils veulent installer une éolienne sur leurs terrains, pour produire de l'énergie propre. "On s'est rendu compte que c'était affreusement compliqué, se souvient Michel, chevelure blanche, grand sourire accroché aux lèvres. Alors on s'est dit : pourquoi ne se lancerait-on pas plutôt dans le montage collectif d'un parc éolien ?" L'idée, lumineuse, s'est évidemment avérée encore plus compliquée... mais bien plus séduisante. "Nous souhaitons développer un projet lié au territoire, explique Michel. Et faire en sorte que les riverains, au sens large, pilotent le projet, qu'ils aient leur mot à dire. Il nous semblait important qu'ils participent au financement. Pour qu'il y ait des revenus locaux, le principal impact d'un parc éolien étant local."

La réflexion collective commence en septembre 2002. Avec une trentaine de personnes. En mai suivant, l'association Éoliennes en pays de Vilaine (EPV) voit le jour. Objectif : finaliser le développement et l'installation de deux parcs (quatre éoliennes de 2 MW pour chaque site) sur les zones identifiées de Sévérac-Guenrouet en Loire-Atlantique et de Béganne en Morbihan. En 2007, la SARL Site à Watts voit le jour. "Cette structure était plus adaptée qu'une association aux financements des études nécessaires à l'obtention d'un permis de

construire", précise Michel Leclercq. Le capital de cette SARL pas comme les autres provient des adhérents d'EPV, mais aussi de trois Cigales (clubs d'investisseurs pour une gestion alternative et locale de l'épargne solidaire) qui regroupent 60 personnes. Le conseil général de Loire-Atlantique est également entré au capital de la SARL par l'intermédiaire d'une Sem (société d'économie mixte). En pratique, les sommes perçues des particuliers intéressés par le projet sont de l'ordre de 1 000 € par personne.

Difficultés administratives

En janvier 2009 arrive Pierre Jourdain. Salarié de la SARL grâce aux financements de la Fondation de France, du conseil régional de Bretagne et du conseil général d'Ille-et-Vilaine, il prend la suite du salarié qu'avait embauché EPV en 2005 et assure la coordination du projet. Les bénévoles soufflent un peu. "Depuis septembre 2002, nous avons assuré à nous tous l'équivalent d'un bon temps plein", annonce Michel. C'est que l'éolien coopératif, en France, n'existait simplement pas. Aux savoirs techniques de cette filière industrielle qu'il leur fallait acquérir, les passionnés d'EPV ont dû ajouter ceux des outils financiers et juridiques, à même d'encadrer leur projet hors normes.



© EPV

Investir dans une coopérative d'éoliennes proche de chez soi, c'est possible.

Et quand on leur demande de récapituler les difficultés de ce vaste chantier, qui dure depuis huit ans, salariés et bénévoles répondent comme un seul homme : "elles sont administratives !" Charlene Suire, embauchée en mai 2010 arrive du secteur éolien privé, où elle a travaillé pendant deux ans. "Dans le secteur éolien, tout est long, dit-elle. Les études de faisabilité, les négociations avec les propriétaires, l'obtention des permis de construire. Sans compter que les textes de loi évoluent constamment. Mais quand on veut en plus faire participer une centaine de particuliers à l'exploitation d'un parc éolien, les contraintes juridiques augmentent !" A la demande des investisseurs/riverains (privés et publics) soucieux de financer le parc de leur propre territoire, une troisième structure a été montée, pour la construction et l'exploitation des éoliennes. "La création de deux SAS – sociétés par actions simplifiées – permet de relocaliser les projets. En plus, Site à Watts garde ainsi sa compétence en développement de parcs éoliens", note Pierre Jourdain. À Béganne, la SAS s'appellera Bégawatts.



© EPV

L'équipe qui a lancé Énergie Partagée, plateforme nationale d'investissement citoyen dans les énergies renouvelables.

Gérer le site

Aux conseils de l'union régionale des Scop (sociétés coopératives de production), se sont ajoutés une persévérance quasi sans faille de l'équipe et un vrai soutien de la population, qui a toujours été tenue informée. "Des réunions publiques sont organisées très régulièrement, explique Charlene Suire. Même quand le projet patine. Pour que les gens sachent

Repères Financement

Ni EPV, ni Site à Watts, ni Bégawatts ne peuvent faire d'appel public à épargne. Un outil participatif et financier a donc été créé : Énergie partagée. Cette "plate-forme de l'éolien citoyen" est une structure nationale qui récolte l'investissement citoyen sur des projets d'énergies renouvelables. Le site de Béganne et celui de Sévérac-Guenrouet pourront, entre autres, en bénéficier. Mais pour associer plus de 99 personnes à une société (ce qui est le cas des projets de parcs éoliens coopératifs), il faut un visa de l'autorité des marchés financiers (AMF). Énergie partagée attend donc ce visa (qui fera suite au vote de la loi de finances 2011, en ce début d'année) pour pouvoir lancer son appel à épargne populaire. Dans le projet d'Énergie partagée, figure aussi la promotion et l'accompagnement des démarches citoyennes en matière d'énergie.

Infos : www.energie-partagee.org

pourquoi." Le Zeff, un bulletin d'information édité régulièrement, complète ces réunions. Au printemps dernier, un autre rouage a été ajouté à ces allers-retours entre porteurs de projet et population : le comité de suivi. Composé d'une petite dizaine de riverains et animé par Charlene Suire, ce groupe est chargé d'assurer une information de proximité aux riverains inquiets, ou non, du lancement des travaux. Forts de tous ces soutiens et connaissances, l'équipe d'EPV/Site à Watts/Bégawatts se lance donc dans le dernier, et majeur, défi de cette aventure : la gouvernance d'un projet de type industriel à plusieurs : particuliers, Cigales, collectivités locales, Caisse des dépôts, etc. Sachant que le budget est de 12 millions d'euros, dont 25 % en fonds propres. Le reste étant emprunté à une banque suffisamment visionnaire et confiante. L'hiver s'annonce donc polémique, mais passionnant. Le printemps sera riche d'enseignements pour cet éolien du troisième type.

Nolwenn Weiler

La Maison Écologique n°61
www.la-maison-ecologique.com

Contact : EPV - www.eolien-citoyen.fr

Depuis le bourg de Béganne (56), les habitants-investisseurs admirent leurs éoliennes.



© EPV

Solar Fire : un projet solaire hors normes

Si le débat sur l'énergie en France (et dans les pays riches en général) tourne beaucoup autour de l'électricité, il faut garder à l'esprit que pour une large majorité des populations et des industries, les besoins relèvent en réalité du thermique. Pour répondre aux besoins en énergie thermique des pays "pauvres en dollars mais riches en soleil", le Solar Fire développe des concentrateurs solaires non-brevetés, simples, efficaces et peu coûteux destinés aux fermiers ou aux petites et moyennes industries locales. L'originalité du projet étant de renforcer l'autonomie et la créativité dans la coopération Nord/Sud.

Tout a commencé il y a une quinzaine d'années à Ottawa au Canada, où Fraser Symington voulut répondre à la question de l'accès à l'énergie pour les plus pauvres en s'obligeant à trouver une solution qui prenne en compte 3 critères : pas d'importation de matériaux, simplicité de construction, puissance thermique égale ou supérieure à celle d'un feu traditionnel. Il mit ainsi au point le prototype Hélios, un concentrateur horizontal en bois. Comme ni lui ni sa famille n'imaginèrent pouvoir diffuser cette idée simple, les choses auraient pu s'arrêter là... Mais en 2002, un jeune journaliste, Mike Sacco, tombe par hasard sur cet engin stocké dans l'arrière-cour de l'inventeur. Passionné par l'idée, Mike descend alors au Mexique et travaille avec des acteurs locaux, notamment un groupe de villageois, pour créer une machine puissante, en fer cette fois, équipée d'un four pour torrifier le cacao. L'énergie solaire, concentrée grâce à des plaques de miroirs légèrement courbées et collées, vient chauffer un four et le matériel de base se trouve à peu près partout (barres de fer, boulons, vis, colle...). Grâce à ce procédé, les villageois peuvent économiser en torrifiant eux-mêmes leur production, ce qu'ils ne pouvaient faire avant avec le feu de bois qui donnait un mauvais goût aux fèves. Suite à cela, en lien avec l'Universidad de la Tierra de Oaxaca, la coopérative Chocosol se monte au Canada pour diffuser ce chocolat mexicain produit au solaire.



Torréfaction de cacao avec le Hélios à San Felipe Jatate Chiapas Mexique.

Un projet non consumériste

Jusqu'en 2007, le projet Solar Fire se développe de manière informelle grâce à quelques aventuriers passionnés qui financent des constructions spontanées pour valider et développer la technique. Conscient d'avoir là un formidable potentiel, le groupe d'amis canadiens entend continuer à diffuser gratuitement cet outil puissant, peu cher et adaptable à de nombreux besoins des pays dits pauvres. En plus de permettre un accès direct à une source d'énergie efficace, la prolifération de ces concentrateurs permettrait l'autonomie vis-à-vis des réseaux et une réduction significative de la déforestation.

Tandis que le projet mexicain auquel ils ont contribué se poursuit, Eerik Wissensz et Lorin Symington (petit-fils de l'inventeur) décident de quitter le Canada, de sortir du système ultra-consumériste et de partir sac au dos diffuser cette technique. Ils ont alors 22 ans et, en 2006-2007, traversent l'Amérique en bus pour se rendre à Cuba où ils resteront six mois. Cuba est à leurs yeux un exemple particulièrement intéressant car l'île vit sans importation massive de pétrole. Le fruit de leur travail, un concentrateur vertical Vesta, sera présenté à la conférence internationale de l'énergie de La Havane. Mais l'inertie bureaucratique et des visas non-renouvelés y empêcheront tout développement et suite à cela, les deux amis se séparent : l'un rentre au Canada se reposer et l'autre continue à diffuser le Solar Fire.

Colonne de gauche : Découpage des miroirs à Cuba.



Diffuser le concept gratuitement et sans brevet

En Europe, Eerik Wissenz se rend compte que la mentalité n'est pas tout à fait la même qu'à Cuba ou au Mexique : la diffusion gratuite et spontanée d'une technique auprès des ONG est mal comprise et il faut donner une "forme sociale" au projet pour en faire comprendre l'originalité à savoir l'autonomie des constructions, la diffusion gratuite et le refus de brevets... Toutefois, la technique de construction des paraboles reste aléatoire selon les lieux de construction. En effet, les paraboles de miroirs sont composées de 9 miroirs de salle-de-bains de 2mm collés ensemble dans une forme légèrement parabolique. Cette forme s'obtient en calibrant trois matrices de départ à partir desquelles on fait des empreintes en plâtre pour éviter de multiplier les calibrages manuels. On pose ensuite les nouvelles paraboles à monter sur ces matrices et on les colle. Or, selon les latitudes, le plâtre peut être extrêmement long à sécher ou trop friable et surtout, la qualité de la colle peut poser un gros problème si elle est trop liquide ou trop rigide. Mais pour avoir vérifié l'efficacité de ces concentrateurs, Eerik entend continuer à privilégier avec ce projet la spontanéité, la légèreté de fonctionnement et la volonté de chacun-e, notamment dans les pays pauvres, de s'approprier la technique pour l'adapter aux divers besoins locaux en toute autonomie.

Colonne de droite :
Calibrage manuel sur une Vesta.



© Eva Cantavenera / Eerik Wissenz

De 2007 à 2010, les constructions spontanées se succèdent : à l'invitation d'Eerik, Lorin intègre le projet d'une autre association et part six mois à Bamako ; en Corse, Eerik forme Baptiste Lavigne, étudiant en Master Énergie, qui décline la Vesta en plusieurs tailles (le Batant, l'Albatros), anime des ateliers et travaille actuellement au Burkina-Faso ; une ONG finlandaise adapte la technique au Kenya pour le séchage du poisson ; Marie Testud et trois amis étudiants ingénieurs financent la construction d'un four à pain en pays Dogon ; Olivier Vachez propose une construction dans des ateliers d'été du côté de Grasse ; Ray Menke, un retraité texan, se lance dans la construction d'un Hélios dans son jardin ; l'éco-village du Moulin de Busseix dans le Limousin accueille un atelier de construction, etc. — le rôle du Solar Fire dans toutes ces activités étant de faire du site une plateforme d'échange ouverte à tous et d'assurer une activité bénévole de conseil.

Encore une fois, les choses auraient pu en rester là... mais la lenteur des gouvernements à s'impliquer dans la question de l'énergie thermique pour les plus pauvres conjuguée à l'inertie de la plupart des ONG et associations traditionnelles sur le sujet incitent Eerik à concevoir un nouvel angle de travail.

Une rencontre déterminante avec un entrepreneur gandhien

Pour que cette technologie puissante puisse se répandre largement il faut que son usage soit collectif mais aussi lucratif. C'est donc aux petites industries locales que le solaire thermique doit servir en priorité car si des productions deviennent possibles avec ce solaire en restant financièrement rentables alors l'intérêt pour le solaire sous toutes ses formes sera là et les (nombreux) barrages culturels levés ! Un heureux hasard permet alors la rencontre entre Eerik et V. K. Desai, un entrepreneur d'Inde du Nord, qui met spontanément une de ses usines à la disposition du Solar Fire et permet ainsi à la technologie de faire un bond en avant.



© Eva Cantavenera / Eerik Wissenz

La Vesta monte à 400°C
au point focal.

Le feu solaire se multiplie

Avec sa fiancée et un groupe d'amis, une association à but non-lucratif se monte à Marseille fin 2007. Elle permet de participer à des festivals, de proposer quelques ateliers de construction et d'obtenir un financement pour faire traduire le site en espagnol. Le site Internet participatif de Solar Fire (construit sous logiciel libre Spip) est un outil de communication privilégié puisqu'il permet la diffusion gratuite des guides de construction, des échanges entre les constructeurs et donne une assise au projet.

Fils de fermier et ancien ingénieur, V. K. Desai est un disciple de Gandhi qui a tout quitté à 40 ans pour se consacrer à la création d'outils pratiques venant renforcer l'autonomie des plus démunis. Son entreprise, Tinytech, est située à Rajkot, dans l'état du Gujarat où Gandhi passa de nombreuses années. Tinytech fabrique des moulins à huile, cuiseurs solaires, biogaz, etc., très utiles dans l'Inde rurale. V. K. Desai refuse les brevets et pratique le karma yoga (ou yoga de l'action) : ses usines s'appellent "Prayog Mandir" (Temple de yoga avancé) et "Udyog Mandir" (Temple de yoga très avancé) car leurs activités permettent à des gens fragilisés par le système économique d'être plus autonomes et de prospérer.

Du solaire thermique pour les pays pauvres

Durant l'hiver 2009, le prototype du Prométhée-100 est ainsi développé en Inde chez Mr Desai avec 9m² de miroirs permettant une première production de vapeur avec d'assez bons résultats. L'idée fait son chemin et vient d'être optimisée avec le Solar Fire P32 qui a vu le jour à Rajkot fin janvier 2011. Eerik a pu régler la question délicate de la courbure des miroirs sans colle par un processus simple et mettre au point un logiciel permettant de calculer toutes leurs inclinaisons pour ensuite les placer correctement et facilement sur la machine. C'est avec la participation inopinée de deux jeunes aventuriers, Robin Deloof et Arnaud Crétot, les Vagabonds de l'énergie, partis sur les routes de l'énergie pour un an, que le projet a pu aboutir très rapidement. Avec une surface de 32m² de miroirs, la vapeur produite par la bouilloire chauffée donne environ 15 Kw d'énergie thermique. Comme toute technologie solaire, le rendement le plus élevé est obtenu durant les 6 à 8 heures d'ensoleillement maximal. On peut l'utiliser directement dans des processus très gourmands en énergie thermique, comme par exemple la réduction de lait en poudre. Dans diverses industries où la vapeur est produite traditionnellement, le SFP32 peut se connecter directement aux systèmes existants de manière à réduire considérablement la consommation de bois ou de charbon.



© Eva Cantavenera / Eerik Wissensz

Vapeur solaire pour micro-industries

L'originalité de ce système, dont la structure se compose de barres standard de métal non travaillé, est d'avoir été intégralement développé dans les pays pauvres et dans des conditions de travail locales. Cette adaptation aux outils et compétences locales rend le SFP32 beaucoup moins cher que toutes les autres technologies conçues dans les pays riches. Ainsi, Tinytech propose le modèle de 32m² pour env. 6000\$, soit 400\$ le Kw thermique (plus de 4000\$ le Kw électrique en photovoltaïque). Un modèle de 64m² est en cours de réalisation et les commandes arrivent déjà car les petites et moyennes industries, totalement ignorées par les super-projets énergétiques, voient immédiatement leur intérêt et les économies substantielles réalisées avec un retour sur investissement amorti dès la première année. Au fur et à mesure des commandes et des développements (remplacer le fer de la structure par du bambou est au programme), les coûts ne pourront ainsi que baisser. Autre particularité, la technologie "open source" et modulable est donc reproductible par n'importe qui à n'importe quelle échelle. C'est donc à une nouvelle relation à l'énergie en même temps qu'à une voie du milieu de l'énergie thermique entre le solaire familial pour la cuisine et les usines high-tech de la mondialisation verte qu'invite le Solar Fire.

Eva Cantavenera

www.naturalwriters.org

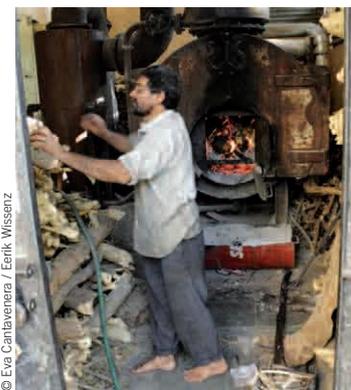
Plus d'info :

www.solarfire.org

www.tinytechindia.com

www.vagabondsenergie.org

Point focal du SFP32 700°C.



© Eva Cantavenera / Eerik Wissensz

Fournaise remplaçable par du solaire à Rajkot.

Ci-contre : Eerik Wissensz, les Vagabonds de l'Énergie et l'équipe de Tinytech.



© Eva Cantavenera / Eerik Wissensz

La régie municipale

Quand une commune maîtrise son réseau électrique

À Montdidier, les quatre éoliennes appartiennent à la commune. Le symbole du travail mené par sa régie de distribution de l'électricité pour augmenter l'indépendance énergétique de la ville.

"Nous sommes un des derniers villages gaulois ! Il ne reste plus en France que 160 régies de distribution d'énergie électrique. En 2001, face à l'ouverture du marché de l'électricité — menaçant la survie de la régie — et à l'augmentation du prix des énergies, les élus ont décidé d'opter pour une production "verte" et la maîtrise de l'énergie", relate Laurent Morelle, directeur de la régie communale de Montdidier (80), commune picarde de 6 500 habitants. Bois, solaire et, désormais, éolien..., au fil des années la régie est devenue un producteur d'énergies renouvelables (ENR) au pluriel. En commençant par la biomasse, avec la mise en service, en 2008, d'une chaufferie alimentée à 80 % par du bois (1850 tonnes d'origine locale par an). Elle dessert avec un réseau de deux kilomètres le centre hospitalier, le collège, le lycée, le gymnase et une école maternelle, tous ses établissements affichant en moyenne 18 % d'économies sur leur facture de chauffage. Le réseau sera prochainement étendu pour alimenter les autres écoles et bâtiments publics de la ville (1,3 million d'euros d'investissement prévu).



Commune de Montdidier

Autre filière privilégiée : le solaire photovoltaïque, avec deux petites centrales totalisant une puissance de 30 kWc et une production annuelle de 31,5 Wh par an. "Une centrale au sol de 250 kWc va aussi bientôt sortir de terre. Nos techniciens vont suivre une formation qualifiante et acquérir une reconnaissance professionnelle dans ce domaine", se félicite Laurent Morelle. Et puis, la régie a désormais son parc éolien. Il produira environ 19 GWh, soit l'équivalent de la moitié de la consommation de la

ville, pour un investissement de 11,15 millions d'euros. Contrairement à des projets privés, les bénéfices de cette production vont revenir entièrement à la commune. "Les cinq premières années, ils devraient être compris entre 120 000 et 165 000 euros, puis jusqu'au remboursement total de l'emprunt en n + 15, entre 450 000 et 600 000 euros. Un tiers servira à l'entretien de notre réseau électrique, l'autre à des projets de développement durable et le dernier à aider les particuliers à réduire leurs consommations d'énergie", explique Catherine Quignon-Le Tyrant, le maire de Montdidier. "De plus, nous provisionnons 50 000 euros par an pour le démantèlement en fin de vie", renchérit Laurent Morelle. Enfin, un projet d'usine de méthanisation de divers résidus organiques locaux valorisés sous forme de cogénération est déjà à l'étude.

La régie a développé, en parallèle, de nombreuses mesures pour réduire les consommations de ses clients. "Nous offrons le diagnostic par caméra thermique et apportons gratuitement des conseils techniques et tarifaires. Nous les aidons aussi à acquérir des équipements peu gourmands en énergie fossile." Enfin, la régie travaille aussi à réduire les consommations communales, notamment via des actions sur l'éclairage public dont elle assure la gestion. Depuis 2006, 22 % d'économies ont été réalisés sur ce poste. "Pour mener l'ensemble de notre politique énergétique, le fait d'avoir une régie facilite les choses", souligne le maire. "Cela offre notamment à la ville une autonomie financière intéressante", conclut Laurent Morelle.

Emmanuelle Lesquel

Environnement Magazine n°1696, avril 2011

Reprenre la main sur les réseaux

La maîtrise de l'énergie passe par une maîtrise locale des réseaux. Or, la situation engendrée par la loi de monopole quasi absolu d'EDF sur la distribution d'électricité empêche les collectivités d'exercer leur contrôle. Seuls 5 % des citoyens, comme à Montdidier ont une prise directe. À cela s'ajoute une grande opacité quant à l'usage des sommes prélevées par EDF pour l'entretien des réseaux locaux, La Fédération nationale des collectivités concédantes et régies estime à 10 milliards les provisions disparues. [...]

Didier Lenoir, vice-président du Comité de liaison des énergies renouvelables (CLER)

Un rêve d'autonomie

Un véritable laboratoire des énergies renouvelables

Le refuge de Sarenne situé à 2000 mètres d'altitude en Isère près de la station de ski de l'Alpe d'Huez est autonome en énergie. Ici, ni réseau public d'électricité, de gaz, ni eau potable : le site est trop isolé. Pourtant, tout le confort moderne est présent pour accueillir les touristes de passage : douches chaudes, température hivernale confortable, luminosité agréable, internet...

En 2003, Fabrice André et sa compagne achètent un ancien refuge en ruine sur le col de Sarenne pour le restaurer et le faire vivre. Passionné de technologie et écolo convaincu, cet ingénieur agronome va transformer son refuge d'une capacité d'accueil de 18 personnes, en laboratoire des économies d'énergie et des énergies renouvelables. Ici, le climat est rude à cause du froid mais il y a de l'eau, du vent et beaucoup de soleil. Le lieu est donc particulièrement propice à l'utilisation des ressources énergétiques locales.

Le chauffage de la maison, de l'eau et du potager...

Les hivers sont longs au refuge de Sarenne : la période de chauffe dure neuf mois et il n'est pas rare qu'il gèle pendant l'été. En montagne, neige et soleil sont de bons atouts. La neige qui reste sur les toits est un bon isolant thermique. Au sol, elle réfléchit le soleil vers l'habitation ce qui accroît les apports d'énergie solaire plus intenses grâce à la pureté de l'atmosphère. Une conception bioclimatique du bâtiment et l'installation de 17 m² de panneaux solaires thermiques font honneur à la générosité de l'astre montagnard. 60 % des besoins en chauffage et en eau chaude du refuge sont ainsi couverts par le soleil.

En complément, une chaudière à double combustion (Herlt) très performante, dite à gazéification, prend



© La Maison Écologique

le relais. Les fumées sont comprimées afin d'augmenter le rendement et d'élever la température de combustion à 1 600 °C. Cette chaudière polycombustible, alimentée la plupart du temps au bois, est aussi utilisée pour incinérer les déchets du refuge. La haute température de combustion permet de brûler carton, papier et plastique ainsi recyclés en chaleur. En complément dans le salon, un poêle à bois de 20 kW accueille les randonneurs venus du froid.

De la haute technologie renouvelable pour l'autonomie de ce refuge de haute montagne.

Panneaux photovoltaïques.



© La Maison Écologique

L'énergie produite par les panneaux solaires et la chaudière est stockée dans une cuve prototype de 9000 litres remplie en partie (200 litres) d'une solution aqueuse à changement de phase. A base de sels, cette solution permet d'augmenter les capacités de stockage de chaleur sans recours à de trop grandes quantités d'eau. Quand la température dépasse 95 °C, le produit se liquéfie et stocke sous cette forme les calories supplémentaires. L'énergie est ensuite libérée quand la température redescend en dessous de 95 °C et que le produit se solidifie. Associé à un ballon d'eau chaude classique de 3000 litres, ce système fournit au refuge une semaine d'autonomie.

Au printemps, le surplus d'énergie issu des capteurs solaires est utilisé par un "plancher chauffant" installé à 25 cm de profondeur sous le potager. Il réchauffe la terre qui alimente le restaurant du refuge en précieux légumes.



© La Maison Écologique

Petite surprise dans l'écurie... une chaudière haute performance, à gazéification.

Du vent et de l'eau pour l'électricité

Pour être autonome en électricité, le refuge utilise toutes les ressources disponibles sur le site : le soleil, le vent, l'eau, le bois et les déchets. Une éolienne (ERM) à axe vertical et à géométrie variable produit 1000 kWh/an d'électricité. Moins il y a de vent et plus la voilure s'agrandit et inversement. Elle résiste bien aux tempêtes et fonctionne avec très peu de vent. Les 22 m² de panneaux solaires photovoltaïques produisent 3 300 kWh/an. Le surplus d'électricité sert à remonter de l'eau dans un bassin de stockage situé 140 m plus haut. Cette eau

va alimenter une microcentrale hydroélectrique qui prend le relais en l'absence de vent et de soleil. Cette solution permet d'avoir recours à un tout petit parc de batteries de 950 Ah servant simplement à assurer l'alimentation pour l'électronique des appareils. Durant l'hiver, lorsque la retenue d'eau est gelée, c'est la chaudière associée à un moteur Stirling (König) de 6 kW qui produit de l'électricité par cogénération.

Une picocentrale hydroélectrique (IREM) est installée sur l'arrivée d'eau potable. L'eau arrive du bassin de stockage avec une pression de 15 bars. La centrale utilise 12 bars pour produire de l'électricité et laisse 3 bars de pression pour les robinets du refuge. Ainsi l'eau apporte chaque année plus de 14 000 kWh d'électricité.

La chasse au gaspi

Tous les appareils électriques utilisés dans le refuge sont sobres en énergie et Fabrice gère rigoureusement les consommations : "pour éclairer tout le bâtiment, seule une puissance de 140 watts est nécessaire grâce à l'utilisation de Leds et de détecteurs de présence". La buanderie est équipée d'un étrange lave-linge (Daewoo) à bulles d'air qui lave sans détergent et avec une puissance de 400 watts seulement.

Les garages du refuge de Sarenne recèlent encore plein d'autres joujoux hi-tech qui feront peut-être partie des solutions énergétiques du futur : un digesteur qui transforme les déjections humaines et équinées en méthane pour alimenter la chaudière, une voiture électrique, un réacteur Pantone à plasma pour réduire la consommation du groupe électrogène de secours, des cuiseurs solaires, un moteur économe dit à dégravitation...

Roland Dutrey

La Maison Écologique n°60
www.la-maison-ecologique.com

Coordonnées du refuge :
38750 Huez
Tél. 04 76 80 30 48
www.refuge7.com

Éolienne verticale à géométrie variable.

© La Maison Écologique



OGM : la bataille de l'information

Écrit par Frédéric Prat, fondateur de l'association Inf'OGM, ce livre dissèque les mécanismes par lesquels notre société exclut les citoyens de ses choix technologiques. En réaction, certains se regroupent et constituent des "veilles citoyennes", afin d'établir un contre-pouvoir et faire entendre leurs positions.

Clair et documenté, l'ouvrage permet de s'interroger sur les mécanismes de mise en place des nouvelles technologies. Il donne aussi un véritable mode d'emploi pour créer une association de veille citoyenne (risques, outils...), en particulier à la lumière de l'expérience d'Inf'OGM. Enfin, le livre donne des pistes de travail pour améliorer l'efficacité des veilles citoyennes en France, et mutualiser les outils, les moyens et les expériences.

Une analyse riche et complète sur une société malade qui dessaisit le citoyen des choix qui le concernent.

Anne-Sophie Cordoeiro

OGM : la bataille de l'information **Des veilles citoyennes pour des choix technologiques éclairés**

Frédéric Prat et al.,
Éd. Charles Léopold Mayer,
2011, 308 pages, 23 €
À commander en librairie



Le stockage de l'énergie

Dans un contexte de réduction de la dépendance aux énergies fossiles et nucléaire, le stockage de l'énergie est nécessaire pour équilibrer production et demande.

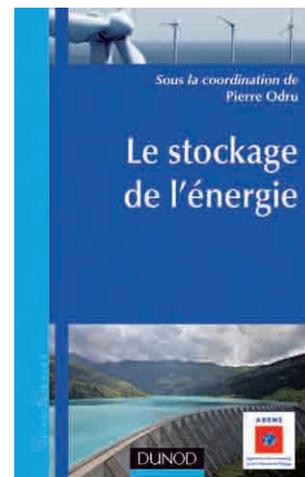
Cet ouvrage décrit différentes technologies (embarquées ou stationnaires) permettant de stocker l'électricité ou la chaleur. Chaque moyen y est présenté avec ses performances, avantages et inconvénients, son développement actuel et ses perspectives futures. De plus, les différentes technologies sont comparées entre elles.

L'auteur met en évidence le fait que les énergies renouvelables, qui par définition n'ont pas une

disponibilité continue dans le temps, doivent être complétées par des moyens de stockage performants, tant en disponibilité qu'en capacité pour pouvoir répondre à une demande en constante croissance. Ce livre fait un bon état des lieux, il nécessite cependant un minimum de notions scientifiques pour être compris pleinement.

Baptiste Coll

Le stockage de l'énergie Pierre Odru, éd. Dunod, 2010, 214 pages, 25 €. À commander en librairie.



Tchernobyl, 25 ans après

Plusieurs scientifiques éminents, dont le Pr Bandajevski, nous livrent ici une synthèse sur la situation démographique et sanitaire dans les territoires contaminés d'Ukraine et du Bélarus.

Cette brochure traite de la contamination des territoires, de l'impact sur la démographie, de l'état de santé des populations et des conséquences néfastes du césium-137. Elle s'achève sur une proposition en 15 points pour améliorer l'état de santé des habitants des territoires contaminés.

Parfois un peu difficile d'accès malgré l'effort de vulgarisation, cette brochure s'adresse avant tout au lecteur averti, qui souhaite disposer sous forme synthétique de données précises et référencées.

Tchernobyl, 25 ans après **Situation démographique et problèmes de santé dans les territoires contaminés**

Y. Bandajevski et alii, préface de M. Rivasi,
éd. Yves Michel, 2011, brochure cartonnée, 84 pages

À commander en ligne
(<http://boutique.sortirdunucleaire.org>) ou en envoyant un chèque de 8,50 € port compris, à l'ordre de "Sortir du nucléaire", à : Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04



Xavier Rabilloud

Silence, on irradie - Roman



Deux adolescents, Sven et sa petite sœur Siloé, vivent dans les proches environs d'une centrale nucléaire. Inconscient du danger, Sven s'amuse aux alentours, et se baigne régulièrement dans un lac artificiel à côté de la centrale. Jusqu'au jour où une explosion transforme ce petit paradis en zone contaminée. Les deux enfants, ignorants des risques, se cachent dans leur maison, et ne répondent pas à l'appel à évacuation. Et nous suivons au fil des pages la déchéance physique et intellectuelle de Sven et Siloé, terrés dans cet antre à l'atmosphère radioactive.

Christophe Léon nous livre ici un récit de l'avant et de l'après catastrophe nucléaire, qui vous prend

aux tripes. Avec humanité et une grande force d'évocation, il s'agit d'un des rares romans réalistes sur la question.

Jocelyn Peyret

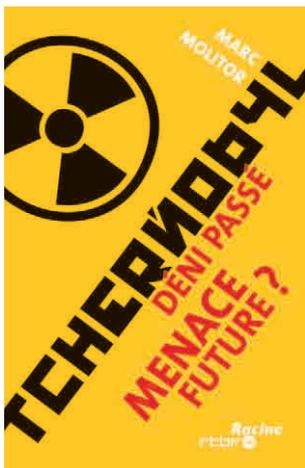
Silence on irradie

Christophe Léon, Ed. Thierry Magnier, 110 pages, 2009, 12 ans et plus. Prix François Villon 2011

À commander en ligne

(<http://boutique.sortirdunucleaire.org>) ou en envoyant un chèque de 11,50 € port compris, à l'ordre de "Sortir du nucléaire", à : Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04

Tchernobyl : déni passé, menace future ?



Ce livre n'a pas d'équivalent. Il apporte les éléments indispensables pour comprendre ce qu'un enchaînement de faits et de décisions a eu comme conséquences catastrophiques, depuis la double explosion initiale jusqu'au refus officiel de considérer comme tels les maux engendrés par l'absorption de faibles doses journalières de césium-137. Un cataclysme durable, sournois, "camouflable" jusqu'à un certain point. Une tragédie sans fin. L'affaire de Tchernobyl ne sera pas close avant plusieurs siècles, qu'il s'agisse de l'avenir du site ou du destin des hommes.

Marc Molitor a pris le temps de lire les rapports, ces rapports que bien souvent seuls les technocrates consultent pour savoir ce qu'il faut dire et répéter. Il les a lus pour relever leurs contradictions internes, y déceler ce qu'ils cherchent à cacher, en faire ressortir les justifications de l'injustifiable : la mise en danger délibérée de centaines de milliers de "liquidateurs" pour maintenir la centrale en service, coûte que coûte ; et aussi le sort réservé aux corps et aux gènes de millions de personnes quasi confinées au sein d'une nature contaminée par les retombées de l'accident, qu'ils sont sommés de "remettre en valeur".

Il s'est également rendu à plusieurs reprises sur place pour rencontrer chercheurs, médecins, responsables d'association. Si 25 ans après l'événement tant de personnes continuent de consacrer leur existence à chercher à en réduire les séquelles, c'est que la réalité s'impose, que les dégâts ne sont pas imaginaires, que les malades ne sont pas victimes de leurs fantasmes mais d'une agression radioactive chronique. Marc Molitor rend justice à cette réalité humaine traitée avec tant de désinvolture par les sectateurs de l'énergie atomique.

Yves Lenoir,

président des Enfants de Tchernobyl-Belarus

Tchernobyl : déni passé, menace future ?

Marc Molitor, Éd. Racine-RTBF, avril 2011, 280 pages.

À commander en ligne

(<http://boutique.sortirdunucleaire.org>) ou en envoyant un chèque de 23,45 € port compris, à l'ordre de "Sortir du nucléaire", à : Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04



Le Réseau, c'est vous ! Cette revue, c'est la vôtre !

Vous souhaitez réagir ou faire une proposition d'article au Réseau "Sortir du nucléaire" ?
N'hésitez pas à écrire à : xavier.rabilloud@sortirdunucleaire.fr.

Question de vocabulaire...

Aimez-vous être traité "d'antinucéaire" ?
Je le suis personnellement à 100 %, mais je préférerais être présentée comme pro maîtrise de l'énergie et pro énergies renouvelables.

Être qualifié d'antinucéaire a un côté péjoratif. Le "anti" a une connotation négative. Finalement, on laisse le beau rôle aux pronucéaires ! Le "pro" a une connotation positive. C'est le monde à l'envers !



"Antinucéaire" donne une image contestataire avant tout, voire exclusivement. Alors que nous sommes avant tout des citoyens, respectueux de l'environnement, pleinement positifs, qui souhaitons nous tourner, nous ouvrir vers une société économe en énergie, développant des énergies renouvelables.

Non, décidément ce terme "antinucéaires" arrange les "pronucéaires" et il ne nous convient pas du tout. J'ai cherché un autre terme, en vain. Qu'en pensez-vous ?

Chantal B.



Des affiches militantes censurées à Montbard

Montbard est une sous-préfecture de la Côte d'Or dans laquelle la principale industrie, Valinox nucléaire, vient de construire un nouvel atelier fabriquant des tubes d'échangeur vapeur pour l'EPR. L'inauguration de ce site, prévue le 7 avril, a été retardée à cause de la catastrophe japonaise. Depuis début avril, j'affiche sur des panneaux réglementés "Expression d'opinion" (réservés selon les termes de la loi "à l'opinion publique locale") la carte de France du nucléaire. Elles sont enlevées par des agents municipaux ou recouvertes par des publicités d'animations organisées par la mairie, à majorité socialiste.

Par exemple, le 29 avril à 9h, j'ai constaté que les affiches antinucéaires que j'avais disposées la nuit même à 4h avaient déjà été en partie enlevées. J'ai su ensuite que c'était bien un employé municipal qui s'en était chargé.

Ces pratiques sont récurrentes depuis trois ans, malgré mes demandes maintes fois répétées pour que cesse cette censure

inadmissible. Antérieurement, des affiches anti-OGM ou des textes pour la décroissance, également disposés sur les panneaux "Expression d'opinion", avaient été recouverts d'affiches pour la fête de la musique... qui était déjà passée ! J'ai déposé plainte en gendarmerie contre la mairie de Montbard pour atteinte à la liberté d'expression.

Laurent Cousot (Montbard)

De l'électricité sans tout faire péter !

Le réveil nucléaire au pays du Levant Affole tout le monde, y compris politique Occultant sans arrêt ce pouvoir diabolique Générant plus d'argent qu'un poète rêvant...

Pourtant, il suffirait de suivre ce qu'avant Avaient fait nos aînés par la force hydraulique Aux siècles précédant la folie atomique Sortant hors du cerveau des plus fous des savants !

En effet, les moulins se comptaient par milliers Sur notre territoire afin d'aller pallier Soit la force animale ou pire celle humaine.

Il suffirait alors de réhabiliter Chacun de ces endroits pour produire sans peine De l'électricité sans tout faire péter !

Pascal Lefèvre

Écrivain versificulpteur, <http://versificulpture.free.fr>



© Robert Chierwin / <http://ceezmalznoie.blogspot.com>

J'y crois à 100 % !

Bravo pour votre engagement ! J'y crois à 100 %, j'ai changé mon abonnement électrique et souscrit à un abonnement "100 % électricité verte". Chacun de nous doit prendre ses responsabilités et je suivrai attentivement votre magazine et éventuellement j'irai manifester aussi (quitte à faire des kms)! A bientôt !

Audrey C.



Tordons le cou à quelques rumeurs sur le photovoltaïque

Pour discréditer le photovoltaïque, les pronucléaires font circuler la rumeur selon laquelle les modules photovoltaïques nécessitent pour leur fabrication des métaux lourds et des terres rares toxiques, qu'ils nécessitent énormément d'électricité (centrales au charbon en

Chine...), qu'ils ont une courte durée de vie (moins de dix ans), qu'on ne sait pas les recycler et que leurs déchets seront évidemment polluants.

Lors des débats ces arguments sont souvent avancés avec véhémence mais sans autre précision (comme une rumeur), et cela m'est arrivé récemment avec une personne d'EDF qui craignait pour son emploi.

Comme il y a peu d'information objective disponible sur ce sujet, cette rumeur qui discrédite le photovoltaïque arrive même à gagner les rangs des antinucléaires. Voici donc une petite mise au point qui pourra à l'occasion vous être utile.

Seules deux technologies des cellules photovoltaïques en couches minces utilisent des terres rares et des composés

polluants. Elles occupent moins de 3 % du marché, leur rendement n'est pas franchement bon, de même que leur durée de vie, et si elles n'étaient pas bon marché elles ne seraient pas vendues. À la limite, elles pourraient être interdites de fabrication.

Il s'agit des cellules au tellure de cadmium (métal lourd toxique), et des CIS/CIGS à cause de la présence d'indium, de sélénium et de gallium, matières premières en ressources limitées, mais qui ne font pas partie des terres rares.

Plus de 96 % des modules photovoltaïques vendus sur le marché sont réalisés avec des cellules en monocristallin, polycristallin, silicium amorphe, microcristallin et micromorphes, donc sans polluant avéré.

La durée de vie des modules est de plus de 35 ans et le temps de retour énergétique varie entre deux et quatre ans selon la technologie et l'ensoleillement local : leur bilan énergétique est donc très favorable. Pour le recyclage, il n'y a effectivement pas encore d'usines (au moins en France) qui récupèrent les modules hors service mais, vu la durée de vie des modules, le marché est actuellement encore trop étroit.

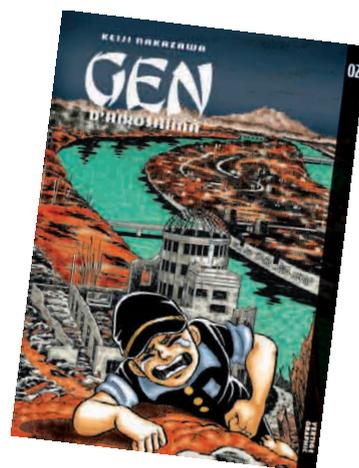
En définitive les modules ne sont composés que de verre, de silicium, d'argent (pour les jonctions), de cuivre, d'aluminium et de matières plastiques : rien de franchement toxique ou de radioactif à recycler.

Jean-Louis Gaby,
ingénieur et consultant en énergie,
ancien installateur de systèmes photovoltaïques

© Randy Montoya

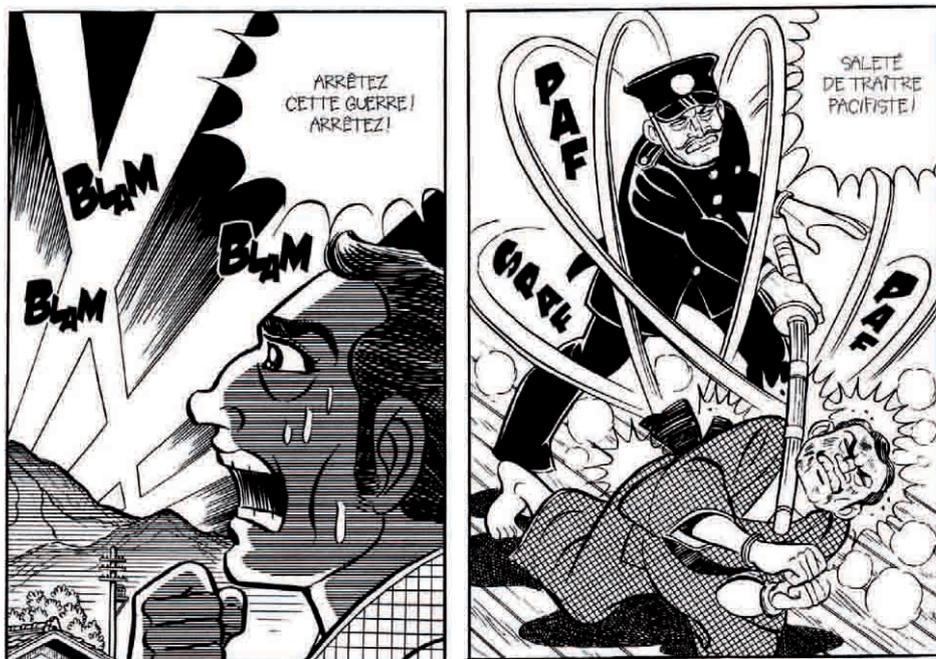


Gen d'Hiroshima : un chef d'oeuvre poignant



C'est en 1973 que fut publié au Japon le manga "Hadashi no Gen" (littéralement : Gen aux pieds nus). Mais c'est depuis 2003 seulement qu'il est disponible en France dans une traduction intégrale.

Attention, il faut lire les cases de droite à gauche (et non de gauche à droite), manga japonais oblige !



Ce manga est l'œuvre de Keiji Nakazawa, lui-même rescapé du bombardement d'Hiroshima. L'histoire est en grande partie autobiographique : âgé de six ans en août 1945, Nakazawa perdit son père, une sœur et un frère lors de l'explosion. Sa mère mourut en 1966 des effets de la bombe.

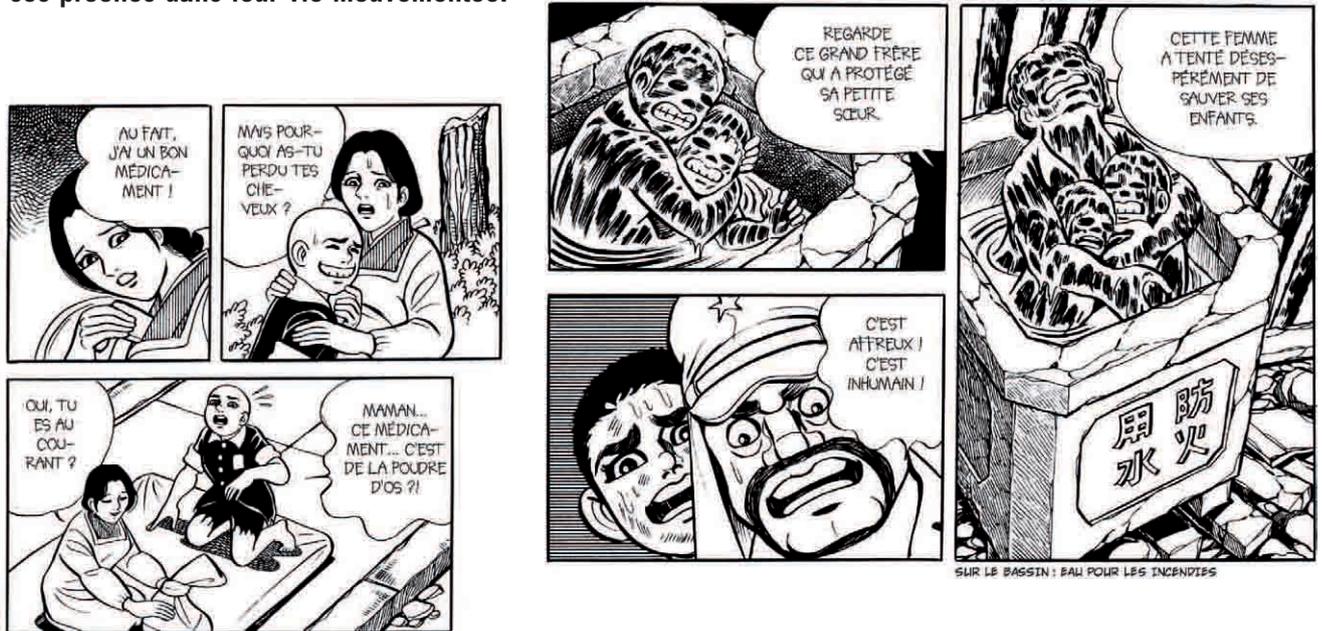


"Gen d'Hiroshima" est véritablement un chef d'oeuvre littéraire et graphique, comparable par sa force et sa profondeur à la célèbre bande-dessinée "Maus", consacrée à la Shoah, de l'américain Art Spiegelman, qui préface d'ailleurs l'édition française de Gen d'Hiroshima.

En 10 tomes, aujourd'hui disponibles en édition de poche, l'auteur raconte l'histoire de Gen Nakaoka et sa famille. Le premier tome, qui s'achève avec l'explosion de la bombe, raconte la lutte de la famille pour la survie dans le Japon en guerre, autour d'un père pacifiste et humaniste.

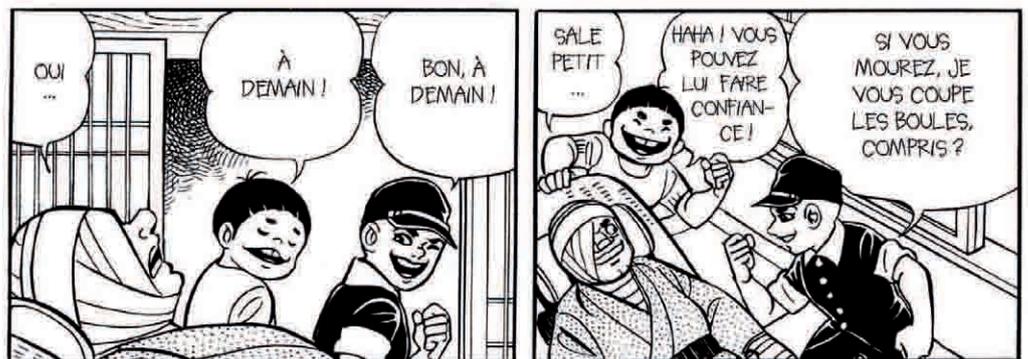
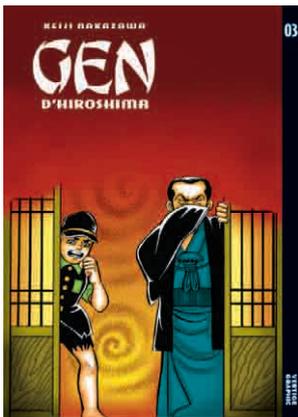


Les tomes suivants montrent ce qu'est un bombardement nucléaire, dans toute son horreur et ses conséquences, puis le sort des victimes et des rescapés d'Hiroshima. Au fil des tomes, on suit le héros et ses proches dans leur vie mouvementée.



Malgré la tragédie qui imprègne l'histoire, la dignité, l'espoir et même la vitalité restent présents au fil des pages, et la lecture, émouvante, n'en est pas pour autant une épreuve. Les quelques cases que nous publions ici rendent difficilement justice à cette œuvre riche et précieuse, pleine d'humanité. Une lecture in-dis-pen-sa-ble et, notons-le, accessible aux adolescents.

Xavier Rabilloud



Gen d'Hiroshima
Keiji Nakazawa
Éd. Vertige Graphic pour la traduction française, 10 tomes. 9€ par tome en édition de poche, 18 € en édition grand format.
À commander en librairie.

Projet du PS pour 2012 : quid de l'arme nucléaire ?

La campagne présidentielle et législative a démarré depuis plusieurs mois, non seulement sur le plan médiatique, mais également au sein de toute une nébuleuse de "think tanks" et autres commissions d'experts chargés d'élaborer des boîtes à outils dans laquelle les candidats viendront puiser leurs argumentaires. Le débat sur l'arme nucléaire va-t-il se limiter, comme en 2007, à l'étalage de l'incompétence des candidats autour du nombre de sous-marins nucléaires français ?

Les socialistes viennent de mettre sur la table leur projet pour 2012 : un document intitulé "Le changement" regroupant "30 priorités"*. Malaise et inquiétude : dans ce document, pas un seul paragraphe, pas une seule phrase ne traite de la Force de dissuasion... Les mots "arme nucléaire" ne sont cités ni évoqués nulle part. Comme si cela n'existait pas, comme si cela était un "gros mot", comme si cela n'entraînait pas dans les fonctions majeures du président que d'être détenteur du pouvoir de déclencher le feu nucléaire !

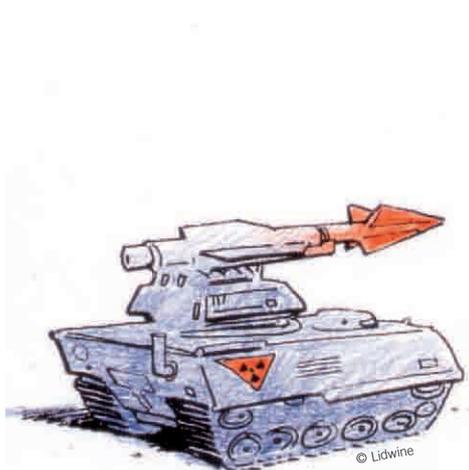
Une seule phrase aborde — de manière floue — l'enjeu et le rôle de la force militaire pour la France : "Nous voulons une Europe qui s'engage résolument pour le développement, pour la résolution des conflits et la promotion de la paix en développant autant que possible une véritable diplomatie européenne et construisant l'Europe de la Défense, pour la lutte contre le terrorisme en protégeant les citoyens par les moyens modernes respectueux du droit, et en aidant les pays en développement et leurs peuples à combattre les organisations terroristes". Mais aucune des 30 propositions ne vient ensuite étayer concrètement ce vœu.

Or, en septembre 2010, le Conseil national du PS a adopté à l'unanimité un texte sur "La nouvelle donne internationale et européenne" appelant à placer "notre ambition internationale au cœur du projet socialiste pour 2012". Certes, ce texte ne va pas jusqu'à remettre en cause la légitimité de la dissuasion nucléaire, mais il propose que la France joue "son rôle d'impulsion dans les débats sur le désarmement et la non-prolifération des armes de destruction massive". "La France exprimera son soutien à la perspective d'un monde sans armes nucléaires", précise le document. Une "audace" bien vite oubliée à l'approche de l'ouverture de la campagne !

Faut-il en conclure que le Parti socialiste entend "redresser la France et proposer un nouveau modèle de développement" tout en maintenant la force nucléaire et ses projets de modernisation, le montant croissant des dépenses et les trop nombreux engagements militaires en cours ?

Et devant la "timidité" des socialistes à aborder franchement le débat sur la nécessité de sortir le plus rapidement possible du nucléaire — civil —

suite à la catastrophe de Fukushima au Japon, faut-il y voir la crainte que cela entraîne aussi une remise en cause du nucléaire "militaire", ou au minimum l'ouverture d'un débat sur l'utilité du maintien des 300 têtes nucléaires, dont un nombre suffisant pour détruire la planète, prêtes à déclencher le feu nucléaire en à peine quelques heures ?



Toutefois, des responsables "défense" du PS ont récemment reçu des représentants d'Armes nucléaires STOP et de l'Association des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire. Ils ont manifesté un intérêt pour des propositions visant à réduire la force nucléaire, voire l'abandon de la Force aéroportée, ne serait-ce que pour réaliser des économies budgétaires indispensables à la réussite de leur projet...

De nouvelles rencontres sont souhaitables à leurs yeux... Saurons-nous les convaincre que la "promotion de la paix" passe par l'engagement prioritaire pour le désarmement nucléaire et que soit impérativement incluse dans leur programme une proposition n°831 manifestant l'engagement du Parti socialiste pour le désarmement nucléaire de la France ?

Patrice Bouveret

Observatoire des armements (www.obsarm.org)

* Les documents cités sont disponibles sur le site : www.parti-socialiste.fr

Paratonnerres radioactifs : la chasse est ouverte !

Partout en France, des dizaines de milliers de vieux paratonnerres radioactifs surplombent nos toitures, mais ils n'ont jamais été inventoriés. C'est ce que vous propose de faire un nouveau site Internet contributif et citoyen.

Photo ci-dessous : Une partie d'un stockage illégal découvert par l'ASN dans une entreprise. On remarque notamment que dans ce carton des têtes radioactives contenant du Ra 226 et de l'Am 241 sont négligemment mélangés ce qui est fortement déconseillé puisque leurs circuits d'élimination ne sont pas les mêmes. (Cette photo est une exclusivité du blog l'inventaire)

Le saviez-vous ? Entre le début des années 1930 et jusqu'à leur interdiction en 1987, des entreprises françaises ont fabriqué des centaines de milliers de paratonnerres contenant du radium 226 (Ra 226) ou de l'américium 241 (Am 241). Ces paratonnerres radioactifs ou "parads" ont été exportés dans le monde entier mais les professionnels de la filière et l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) estiment qu'il en resterait environ 30 000 à 50 000 dans l'Hexagone. Contrairement à des pays comme les Pays-Bas, la Belgique, la Suisse ou l'Espagne, aucun inventaire de ce gibier de potence n'a été réalisé chez nous. De plus, leur dépose n'est obligatoire que dans les Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

© Jean-Christien Tirat



Saint-Rome (31290) : dans ce hameau de 68 âmes il y a trois parads !

Paratonnerre ou parafoudre ?

Les paratonnerres devraient être dénommés parafoudres puisque le tonnerre n'est que la conséquence sonore de la foudre. Il est cependant convenu d'appeler paratonnerre le système destiné à protéger les bâtiments depuis l'extérieur des effets de la foudre. Leur rôle consiste à drainer l'énergie céleste vers la terre. Ce système autonome est composé d'une pointe fixée au sommet d'un mât, et de câbles ou de feuillards qui le long du bâtiment relient la pointe à des mises à la terre enfouies dans le sol.

Le parafoudre ou parasurtenseur est quant à lui un système intégré. Logé dans un boîtier, ce petit dispositif protège comme un fusible les installations électriques, notamment télématiques. Il peut contenir de faibles quantités de Radium 226, de tritium, de thorium 232, de plomb 210 ou de prométhéum 147. Mais leur radio-toxicité est bien plus faible que celle des paratonnerres. Par comparaison, les mesures de la CRIIRAD donnent au Ra 226 des parasurtenseurs une activité située entre < 2,2 Bq et 5,7 Bq alors que celle des vieux paratonnerres se situe entre 3,7 MBq (Parasphère Duval Messien) et 74 MBq (Helita à calotte, à billes et à plots). Une silencieuse différence de 1... à un million !

Ils sont partout !

Seulement voilà, on en trouve aussi sur toutes sortes de bâtiments, collectifs et privés : églises, écoles, hôpitaux, gares, mairies, immeubles HLM, villas, châteaux et châteaux d'eau, etc. Ils se pavent au-dessus du plus petit village comme sur la plus grande ville ; partout ou presque.

Et pour ceux-là, aucune obligation de dépose ! Pourquoi ? Parce que tant qu'ils sont sur les toits ou les clochers, les radionucléides qu'ils contiennent sont officiellement considérés comme des "sources scellées" suffisamment éloignés du public.

Ils se dégradent

Pourtant ces parads vieillissants présentent de sérieux risques d'irradiation et de contamination à leur contact et à proximité. De plus, certains se dégradent et leur contenu toxique peut alors se disperser dans la nature. L'affaire est d'autant plus sérieuse que les propriétaires ignorent souvent tout du danger.



© Jean-Christien Tirat

Deux PV en 2010

Et les incidents se multiplient. L'un tombe dans une cour d'école, l'autre est transformé en portetrombone de bureau, deux sont volés dans un chantier de démolition. Il en est même un, cassé, qui surplombe l'entrée... d'une cantine d'EDF !

Plus grave, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a rédigé en 2010 deux procès-verbaux à l'encontre d'entreprises qui entreposaient des parads en toute illégalité. Elles n'ignoraient pourtant pas que le démontage, le transport et le stockage de ces appareils doivent respecter une réglementation précise et qu'ils ne peuvent se faire que par la petite douzaine d'entreprises autorisées par l'ASN.



© Jean-Christian Tirat

Un parad cassé sur le toit de cet immeuble d'EDF à Toulouse.

Safari radium

C'est notamment pour limiter ce genre d'abus, mais aussi pour informer le grand public qu'un inventaire national des paratonnerres radioactifs vient de débiter sur Internet. Il fait appel à la mobilisation des internautes qui sont invités à se lancer dans un safari photo utile et amusant.

Un site très documenté

Le site web de l'inventaire est très bien documenté. En plus d'un blog d'actualité, et d'une foule d'informations utiles, on trouve aussi des galeries photo permettant d'identifier les modèles à chasser, et surtout une carte Google Earth dédiée constamment actualisée et téléchargeable.

Trois parads sur le lycée Clémenceau de Nantes.



© Jean-Christian Tirat

Pourquoi radioactifs ?

En 1914, un physicien hongrois ami d'Albert Einstein, Leó Szilárd (1898-1964), a l'idée d'améliorer l'invention de Benjamin Franklin en renforçant par ionisation artificielle la conductivité de l'air autour de la pointe des paratonnerres.

Comment ? Avec des sources radioactives bien sûr. Autrement dit, avec du radium 226, remplacé dans les années 1970 par l'américium 241. Il est vrai qu'à cette époque la radioactivité parée de toutes les vertus est servie à toutes les sauces. Elle est même un argument commercial incontournable pour vendre tout et n'importe quoi. La liste est longue, vertigineuse : médicaments bons à tout, eaux minérales, chocolat, aliments pour le bétail, dentifrice, rouge-à-lèvres luminescent et autres cosmétiques, sels de bain, objets religieux, instruments de mesure, détecteurs de fumée, lampes à gaz, appareils de soudure, couches pour bébés, sous-vêtements de ski, préservatifs (et oui !) et aussi... paratonnerres.

Pièce maîtresse de l'opération, c'est sur cette carte qu'apparaissent peu à peu des pictogrammes de couleur localisant les parads et ceux qui ont été déposés grâce à votre mobilisation. En zoomant sur la carte, les photos des internautes apparaissent. C'est pourquoi un concours photo sera lancé en cours d'année... quand le webmestre aura trouvé le prix pour le doter (qu'on se le dise).

Les mairies sont alertées

Au final, les mairies des communes où sont découverts des parads sont prévenues par courriel et informées de la conduite à tenir.

Rêvons un peu

Alors, rêvons un peu : "Sortir du nucléaire" ayant 20 000 abonnés, si chacun d'entre eux localise deux parads... nous aurons gagné ! Bonne chasse.

NB : Pour s'assurer du sérieux et de la validité des informations qu'il délivre, l'animateur du site travaille en concertation avec l'ANDRA, des associations concernées par la radioprotection et les professionnels de la filière "protection foudre" que cet inventaire intéresse évidemment beaucoup.

Jean-Christian Tirat

Contacts

Le site de l'inventaire :
<http://www.paratonnerres-radioactifs.fr/>
 Administration du site :
 Jean-Christian Tirat :
 05 61 87 52 76
 06 70 90 30 12
 Courriel : jc.tirat@orange.fr

Photo ci-dessous :
 Sceaux (92330) : ce parad se trouve à quelques minutes à peine du siège de l'Andra !

© Jean-Christian Tirat



Hold-up d'EDF sur le photovoltaïque et notre CSPE*

* CSPE : Contribution au Service Public d'Électricité

En matière de défense et d'illustration des énergies renouvelables, EDF avait déjà un passé peu glorieux. Mais voici qu'EDF joue les Arsène Lupin, voleur déguisé en protecteur et défenseur du contribuable.

Le 16 juillet 2009, Serge Poignant, retraité du CNRS et député UMP de Loire-Atlantique, présentait son rapport à l'Assemblée nationale sur l'avenir de l'énergie photovoltaïque et sa prochaine parité réseau, c'est-à-dire la baisse du coût du kWh d'origine photovoltaïque au niveau de l'actuel prix du kWh facturé au consommateur final. En écoutant son rapport à la fois clair, documenté et visionnaire, il était difficile d'imaginer que, 16 mois plus tard, EDF allait user de sa qualité d' "État dans l'État" pour se refaire sur notre dos, tout en confortant ses avoirs nucléaires et en pillant la petite tirelire du photovoltaïque (5,7 % de la CSPE* en 2010).

Les Grenelles 1 et 2 ne sont, somme toute, que la transposition douloureuse en droit français des directives environnementales de l'Union européenne. Leur mise en scène devait légitimer notre Contribution au Service "Public" d'Électricité, cette CSPE qui doit permettre :

- ◆ la prise en charge des surcoûts de production de cette électricité en zone isolée (Corse, DOM et, plus tard, Mayotte), afin d'assurer l'égalité tarifaire de tous les citoyens français, ainsi que la solidarité avec les plus démunis (entendre : ceux qui ne peuvent plus payer le chauffage électrique de leur logement mal isolé). C'est la péréquation tarifaire, qui utilise 41 % de la CSPE.
- ◆ la politique de soutien aux installations dotées d'une efficacité énergétique (cogénération gaz : 32 % de la CSPE).
- ◆ la politique de soutien aux énergies renouvelables, impliquant l'"obligation d'achat" par EDF (ou les "distributeurs non nationalisés", dits DNN, lorsqu'ils bénéficient du monopole local), de l'électricité ainsi produite (24 % de la CSPE, selon le rapport annuel de la Commission de Régulation de l'Énergie).

Vous avez bien lu, le soutien aux renouvelables ne représente que le quart de la CSPE et le photovoltaïque lui-même seulement 5 %. Mais Arsène EDF cherche pourtant à faire croire que l'augmentation de notre facture d'électricité est liée au coût du rachat de l'énergie photovoltaïque ! Fin 2010, Enerplan, le Syndicat des Énergies Renouvelables (SER), le Comité de Liaison des Énergies Renouvelables (CLER) et Hespul n'ont pas manqué de dénoncer cette manipulation.

Mais l'action EDF est mal en point... Pourquoi Arsène EDF se contenterait-il donc simplement de collecter ces 5 % de CSPE pour que l'État les reverse ensuite à d'autres opérateurs de la filière photovoltaïque, ses concurrents ?



© Stéphanie Ramillien

Ni une ni deux : EDF Lupin a donc engorgé la file d'attente de projets RTE-EDF pour profiter de la manne, et ce avant le 2 décembre 2010. Étant donné le volume de Mwc projetés, un moratoire a été décrété par le gouvernement le 9 décembre pour trois mois, pour "faire le ménage" parmi les projets déposés par tous les acteurs de la filière. C'est ce que dénonce Touche Pas À Mon Panneau Solaire (TPAMPS), un collectif de PME du secteur photovoltaïque. Ces PME ont dû renoncer à leurs projets et à leurs emplois, après la fin du moratoire le 10 mars 2011, pour que EDF Lupin puisse développer ses propres projets dont de gigantesques centrales au sol. Par exemple, celle prévue à Beaucaire raflerait 711 ha de terres agricoles cultivées en riziculture. Et tout ça au tarif de rachat d'avant le 2 décembre : bravo Arsène ! C'était presque parfait !

Mais le collectif TPAMPS ne baisse pas les bras, et Ariane Vennin, son avocate et porte-parole, attaque le cadre de régulation devant les ministères concernés, aussi bien en ce qui concerne les procédures d'appels d'offres qui doivent voir le jour à l'été 2011, que sur la régionalisation des tarifs de rachat, au motif de rupture d'égalité de traitement des différents opérateurs de la filière.

Et à Beaucaire, rien n'est encore joué... rendez-vous dans le prochain numéro de la revue pour en savoir plus !

Jil Quillevere

Comment faire taire les militants écologistes ?

Espionnage, détention préventive, amendes astronomiques, vieilles lois sorties du placard... Tous les moyens sont bons pour empêcher les activistes environnementaux de faire entendre leur voix.

EDF a-t-elle espionné Greenpeace ? Cela pourrait être le scénario d'un mauvais film d'espionnage. Le soupçon est pourtant bien là. En novembre dernier, le tribunal de Nanterre a renvoyé en correctionnelle le géant français de l'électricité pour "complicité et recel d'intrusion frauduleuse informatique". Ainsi que Mediapart l'avait révélé en mars 2009, la compagnie est soupçonnée d'avoir fait pirater l'ordinateur de Yannick Jadot, ex-directeur des campagnes de Greenpeace devenu entre-temps eurodéputé pour Europe-Écologie. [...] [Quant à l'ex-porte-parole du Réseau "Sortir du nucléaire", Stéphane Lhomme, il a également été espionné par la société Securewise pour le compte d'EDF - NDLR]

Un très discret dispositif européen

Plus inquiétant encore, le projet GODIAC (*Good practice for dialogue and communication as strategic principles for policing political manifestations in Europe*). Ce projet, piloté par les Affaires intérieures de la Commission européenne, a été élaboré dans le cadre du Programme de prévention et de lutte contre le crime de l'Union européenne. Un outil utilisé d'ordinaire pour combattre le terrorisme, le trafic d'armes et le commerce d'êtres humains.

Les Affaires intérieures sont restées très discrètes sur GODIAC. Selon un document officiel, le projet a pour but de développer "les bonnes pratiques et la communication en matière d'encadrement des manifestations politiques en Europe". Derrière le jargon policé pourrait pourtant bien se cacher une police d'un genre nouveau. "Il s'agit de renforcer le contrôle des manifestants lors des rassemblements politiques. Les polices européennes cherchent à mettre en commun leurs techniques d'interpellation", explique Charlotte Mijeon du Réseau "Sortir du nucléaire".

L'idée a germé après que les sommets du G8 à Gênes (juillet 2001), de l'Otan à Strasbourg (avril 2009) et plus récemment de Copenhague sur le climat (automne-hiver 2009), ont mobilisé contre eux de très vastes mouvements protestataires.

La conférence de Copenhague sur le climat a donné un aperçu de ce que pourrait donner GODIAC dans le futur. Plusieurs activistes ont vu la police débarquer dans leurs locaux la veille de la manifestation à "titre préventif". Plans, listes de noms, téléphones portables et cartes de la ville ont été supprimés et nombre de militants ont été fouillés. Une intimidation qui peut calmer les ardeurs.



© Wellbreit

En Allemagne, la loi sur "l'ordre et la sécurité" permet déjà à la police d'agir préventivement pour empêcher une infraction. "Dans la pratique, cela s'applique à tout et n'importe quoi", déplore Cécile Lecomte, une Française installée en Allemagne depuis cinq ans et déjà arrêtée une dizaine de fois. Essentiellement pour occupation de voies ferrées. En 2006, elle a été observée nuit et jour durant deux semaines par une unité spéciale au motif qu'un train de déchets nucléaires passerait à proximité de chez elle. Quand elle a eu accès à son dossier, un an plus tard, elle a constaté que la police notait l'heure à laquelle elle se couchait, se levait, partait au travail, quels modes de transport elle utilisait...

À Stuttgart, les opposants à "Stuttgart 21", un vaste projet de transformation du quartier de la gare qui menace une zone naturelle protégée, ont vu la police débarquer dans la rue avec des canons à eau mélangée à du gaz lacrymogène. Guy Collin, des Amis de la Terre, faisait partie du cortège : "J'ai aperçu un policier avec une caméra qui filmait les manifestants un à un. Ce n'était pas le cas avant. Peut-être à l'époque de la Bande à Baader dans les années 1970 et encore..." Les manifestants craignent que ces images ne servent dans l'avenir à les fichier.

En novembre 2010, lors d'un transfert de déchets nucléaires, un CRS français a été aperçu intervenant au milieu de ses collègues allemands à plus de 700 km de la frontière française. Le ministère de l'Intérieur a rétorqué qu'il était là au titre d'observateur... GODIAC devrait multiplier ce genre de "coopération".

© Martin Leers



© Martin Leirs



Sortir de vieilles lois

Une autre recette a fait ses preuves en matière de répression : ressortir les vieilles lois du placard. "J'ai eu le cas de militants antinucléaires poursuivis pour l'occupation illégale d'un pylône", explique Benoist Busson, avocat. "Réseau de transport d'électricité (RTE), qui a porté plainte, les a d'abord attaqués pour "mise en danger de la vie d'autrui" mais ça n'a pas été retenu par la justice. Alors RTE a trouvé autre chose et les a finalement poursuivis pour "interdiction de grimper sur un pylône". Une loi de 1906... jamais utilisée.

Le 26 janvier 2011, sept militants du Ganva (Groupe d'actions non-violentes antinucléaires) ont été condamnés en France à un mois de prison avec sursis et mille euros d'amende chacun pour "entrave à la circulation". Le 5 novembre 2010, ils s'étaient enchaînés sur le passage d'un chargement de déchets nucléaires qui devaient être recyclés en Allemagne. Là aussi, la justice n'a eu d'autre alternative que de dépoussiérer une loi de 1941.

Cécile Lecomte a aussi empêché le passage du convoi. En Allemagne cette fois. "Le problème qui se pose aux autorités, c'est que je ne suis pas sur les rails mais dans les airs ! Au-dessus !", explique-t-elle. Alpiniste, elle s'est fait une spécialité d'escalader les ponts et autres structures métalliques pour bloquer le passage des trains. "Ceux qui ont fait les lois n'ont pas pensé à ceux qui font des exercices acrobatiques à huit mètres de haut. De toute façon cette loi allemande date du début du siècle dernier... il n'y avait pas encore de convoi nucléaire à cette époque !"

Taper dans le portefeuille

Très souvent, la justice tape là où cela fait mal, c'est-à-dire au portefeuille. En 2009, Greenpeace Italie a organisé une vaste intervention dans quatre centrales à charbon du pays. La société gestionnaire des centrales a aussitôt attaqué en justice l'ONG en lui réclamant deux millions d'euros de dommages et intérêts. [...]



© Martin Leirs



François Mativet, porte-parole du Réseau "Sortir du nucléaire", a assisté en mai 2007 à Fougères (Ille-et-Vilaine) à l'occupation d'un pylône de ligne à très haute tension (THT) durant quatre jours par des militants du Ganva : "Un huissier a fini par se pointer avec un porte-voix en menaçant les activistes de 75 000 euros d'amende pour chaque heure passée dans le pylône pour occupation illégale. La menace financière était trop forte pour que les gars puissent rester là-haut."

La prochaine étape pourrait bien être l'amalgame avec des activités terroristes. Aux États-Unis, plusieurs activistes écologistes ont déjà été incarcérés pour ce motif. "Et en France, depuis l'affaire de Tarnac, dès que des militants occupent une ligne à haute tension, l'État craint une attaque de ce genre", conclut Benoist Busson.

Cela ne date pas d'ailleurs de l'affaire de Tarnac. Le 13 juin 2008, soit six mois avant l'arrestation des jeunes en Corrèze, une note émanant du ministère de la Justice était adressée à tous les parquets de France. Elle visait à faire face à "la multiplication d'actions violentes commises sur différents points du territoire national et susceptibles d'être attribuées à la mouvance anarcho-autonome". Elle prévoyait déjà le basculement de ces dossiers sous la coupe des procédures d'exception de la justice antiterroriste.

Arthur Frayer

www.mediapart.fr

(publié sous le titre : "Comment étouffer le militant ?")

Découvrez l'équipe du Réseau "Sortir du nucléaire"

18 bénévoles membres du Conseil d'administration (9 titulaires et 9 suppléants)



Jacky BERTHOMÉ
Titulaire représentant
Sortir du nucléaire Yonne



François MATIVET
Suppléant représentant
Sortir du nucléaire Yonne



Guillaume Blavette
Titulaire représentant
Collectif STOP-EPR
ni à Penly ni ailleurs



André LARIVIÈRE
Suppléant représentant
Sortir du nucléaire brivadois
(Haute Loire)



Michel LABLANQUIE
Titulaire représentant
Sortir du nucléaire Lot



Laurent Cougnoux
Suppléant représentant
Sortir du nucléaire Lot



Cédric LUCAS
Titulaire représentant
Rhône-Alpes sans nucléaire



Anne-Sophie CORDOIRO
Suppléante représentant
Sortir du nucléaire Savoie



Jean-Pierre MINNE
Titulaire représentant
Oui à l'avenir (Creuse)



Monique LABARTHE
Suppléante représentant
Collectif Agir Santé
Environnement (Vaucluse)



Steven MITCHELL
Titulaire représentant
Stop EPR 2 (Seine Maritime)



Lionel CAVICCHIOLI
Suppléant représentant
Sortir du nucléaire Paris



Iseline MORET
Titulaire représentant
Chiche! (Pyrénées Orientales)



Aude VIDAL
Suppléante représentant
Chiche! (Nord)



Daniel ROUSSÉE
Titulaire représentant
Les Amis de la Terre
Midi-Pyrénées



Marc SAINT AROMAN
Suppléant représentant
Environnement Conscient
(Haute-Garonne)

14 salarié-e-s et 1 prestataire



Nadine SCHNEIDER
Titulaire représentant
CDR 55 (Meuse)



Corinne FRANCOIS
Suppléante représentant
CDR 55 (Meuse)



Philippe Brousse
Coordinateur général



Anne-Laure Méladeck
Coordinatrice générale
adjointe



Opale Crivello
Attachée de presse
et chargée de
communication



Charlotte Mijeon
Chargée de campagne
et relations extérieures



Régis Delhomme
Responsable base de
données. Secrétariat.



Delphine Boutonnet
Responsable des
expéditions et des stocks



Nadia Boukacem
Secrétaire



Jacques Caclin
Directeur financier



Annie Orenga
Secrétaire comptable



Sabine Li
Webmestre
infographiste



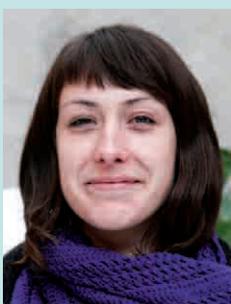
Myriam Battarel
Assistante Webmestre



Benoît Skubich
Assistant webmestre
technique



Xavier Rabilloud
Responsable
des publications



Laura Hameaux
Coordinatrice nationale
des groupes et actions



Marie Frachisse
Stagiaire longue durée
droit de l'environnement



Baptiste Coll
Stagiaire longue durée
gestion et comptabilité



Benoist Busson
Avocat, Conseiller juridique
Prestataire de services

Merci aussi aux centaines de bénévoles partout en France qui contribuent à l'action du Réseau et dont la photo n'apparaît pas sur ces pages.

Bruno Boussagol, un metteur en scène engagé

Dans quel contexte as-tu créé la compagnie Brut de Béton ?

J'ai créé la compagnie au début des années 90 à Clermont-Ferrand. Je souhaitais développer un théâtre de création à partir de textes jamais mis en scène, à partir d'une écriture contemporaine qui se confronterait avec le réel. Auparavant je travaillais dans un centre psychiatrique en lien avec l'écriture de la psychose, la folie dans sa dimension la plus structurante. La plupart des malades sont portés par une question que la société est incapable de résoudre. Ils développent alors quelque chose de particulier, une écriture des plus contemporaines.

Comment en es-tu venu à mettre en scène La supplication de Svetlana Alexievitch ?

J'ai lu son livre une semaine après sa publication en France en 1998. Cela a été un choc extraordinaire. Il traitait d'un univers réel et était structuré comme une pièce de théâtre avec un prologue, des monologues, un épilogue... J'ai rapidement rencontré l'auteure qui m'a fait découvrir les pays de l'Est, leur organisation politique, la contamination en Biélorussie, les enfants contaminés...

J'ai monté une première mise en scène en 2002, depuis j'en suis à dix, sous le nom de "Tchernobyl Now". Le concept était de s'adresser directement au public, un théâtre où les acteurs ne se répondent pas, comme une sorte de tribunal.

En 2002, j'ai créé un festival à Gomel (Biélorussie) qui m'a permis de "cacher" le spectacle aux autorités et de donner des représentations devant les élèves d'une classe de français. Des journalistes étaient cachés dans la troupe et ont ainsi pu monter des reportages pour France Culture et Arte.

Je suis resté à Minsk où j'ai trouvé une troupe qui a été d'accord pour jouer le spectacle en russe et en biélorusse. Elle joue toujours et tourne en Pologne, en Russie... Ils sont les seuls à la jouer, le texte étant introuvable en Biélorussie.

Peux-tu nous expliquer ce qu'était "La Diagonale de Tchernobyl" ?

En 2006, pour les 20 ans de la catastrophe, Svetlana a eu l'idée de donner une représentation devant le sarcophage, sans public, pour les morts. Ce fut très dur et très émouvant. Nous n'avons reçu l'accord pour jouer qu'au dernier moment. Nous étions partis en convoi de Cherbourg après la manifestation contre le réacteur EPR (15-16 avril) et sommes arrivés à Tchernobyl le 26 avril.

Après un séjour d'un mois à Volodarka, à 30 km de l'épicentre, pour être en contact avec la population, vivre avec elle et échanger, nous sommes retournés

à Aurillac pour une résidence lors de laquelle nous avons créé un triple spectacle qui n'a malheureusement pas été repris.

Actuellement (mai 2011) nous proposons "Le petit musée de la catastrophe" avec Véronique Boutroux, photographe et comédienne. Il s'agit de plusieurs petits musées, comme il en existe plein en Biélorussie, où nous retrouvons de nombreux vestiges parfois d'une banalité extrême (des framboises, du lait, des médailles, des papiers de bonbon...), mais qui sont transfigurés par la guide qui fait visiter les lieux.



Quels sont les autres spectacles de ta compagnie ?

Nous avons eu un certain succès avec "Women 68, même pas mort" qui est interprété par trois hommes qui jouent des femmes féministes qui ont participé à l'émancipation des années 60/70. Nous avons aussi la pièce "Women 89" qui traite de la chute du mur de Berlin et de la fin de l'URSS.

J'avais en projet un festival à Ivankov (chef-lieu de la région de Tchernobyl) pour le 25^e anniversaire en 2011, mais je n'ai pas eu de financement et j'ai dû abandonner. Je poursuis toujours mon travail en centre psychiatrique, qui permet de casser l'isolement des patients avec lesquels nous avons publié un livre : "HP Blues".

Brut de Béton est un des membres actifs de l'association IndependentWHO, qui tient une vigie permanente devant l'OMS à Genève. Je peux dire qu'à partir de 1998 je n'ai plus "quitté" Tchernobyl. C'est une implication qui me semble aller de soi et je souhaite que les artistes s'engagent plus souvent.

Propos recueillis par Jocelyn Peyret

Plus d'infos : www.brut-de-beton.net

Découvrez les 87 artistes qui soutiennent le Réseau "Sortir du nucléaire" :
<http://groupes.sortirdunucleaire.org/soutiens-d-artistes>



© Kika Tisba Lortant



© Miren Mativet



© Xavier de Torres

© Miren Mativet



© Xavier de Torres - <http://xavierdetorres.free.fr>



© Baptista Sommier

Des milliers de personnes se sont rassemblées à Paris le samedi 11 juin 2011, 3 mois jour pour jour après le début de la catastrophe de Fukushima, pour réclamer la sortie du nucléaire.

Mentions légales :

Revue trimestrielle

"Sortir du nucléaire" n°50 - Été 2011.

Abonnement pour un an : 12 euros (4 numéros).

Abonnez-vous ou réabonnez-vous sur :

<http://boutique.sortirdunucleaire.org/>

Ou par courrier à : Réseau "Sortir du nucléaire"

9, rue Dumenge - 69317 Lyon Cedex 04

(chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire")

Directeur de publication : Patrice Bouveret.

Rédaction en chef : Xavier Rabilloud.

Corrections : Myriam Battarel.

Maquette : Projet Contact-Panique.



CPPAP : 06 013 G 83296 — ISSN : 1276-342 X

Tirage : 20 000 exemplaires.

Imprimé par Brailly (69) sur papier 100 % recyclé avec des encres à base végétale.

Date de dépôt légal : à parution.

Retrouvez toute l'actualité sur : www.sortirdunucleaire.fr

La reproduction des articles est autorisée et vivement conseillée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs.

Faites comme le Réseau "Sortir du nucléaire" en souscrivant à l'offre d'électricité à 100 % d'origine renouvelable, garantie sans nucléaire, fournie par Enercoop :

<http://www.enercoop.org>

En supplément à ce numéro : 1 bulletin de réabonnement, 1 feuillet d'autorisation de prélèvement automatique et 1 autocollant "Tchernobyl, Fukushima - Plus jamais ça !".